

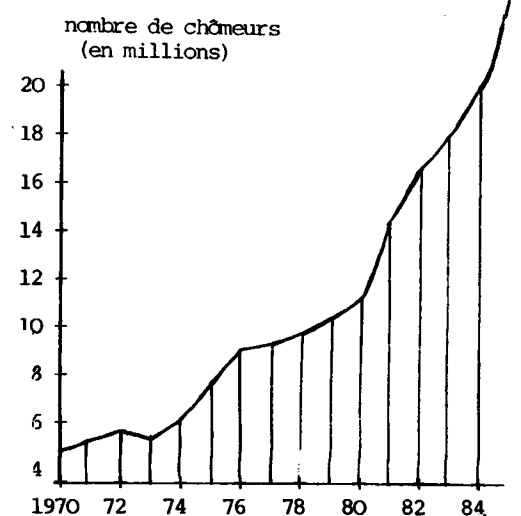
-France : l'offensive de la bourgeoisie	p.2
-Nouvelle Calédonie	p.2
-Renault : licenciements	p.3
-La farce de la "flexibilité de l'emploi".....	p.3
-Reprise des luttes : un mouvement lent mais puissant ..	p.4
-La classe ouvrière cherche l'extension des luttes	p.5
-Lutte des chômeurs : lutte de la classe ouvrière	p.6
-Anti-terrorisme : l'alibi de la répression	p.7

REVOLUTION INTERNATIONALE

Organe en France du Courant Communiste International, n° 129, févr. 85, 5 Ff/30 Fb/2 Fs/0,4 cts Can.

CONTRE LE CHOMAGE, DEVELOPPONS DES LUTTES UNIES ET MASSIVES

15 ans D'AUGMENTATION DU CHOMAGE EN EUROPE OCCIDENTALE



En 15 ans le nombre de chômeurs (officiellement reconnus) en Europe occidentale a quintuplé, passant de 4 à 20 millions. Mais alors qu'il a mis dix ans pour doubler une première fois (entre 1970 et 1980), dans les années 80 il lui a suffi de cinq ans pour réaliser un saut analogue. Le chômage dans la plus importante concentration industrielle de la planète s'est non seulement accru de façon ininterrompue depuis quinze ans, mais en outre il croît de plus en plus vite.

■ Nous aurions les nouveaux pauvres, les jeunes deshérités, et même une nouvelle génération de clochards ! Toute la bourgeoisie française, depuis quelques mois, fait semblant de découvrir ce problème, qui serait tout d'un coup inadmissible à ses yeux hypocrites. Alors elle réagit à grands coups de publicité, de discours, de déclarations fracassantes.

Ce qu'elle nous propose, c'est la soupe populaire comme dans les années 30, ou tout de suite après la guerre. Elle développe les associations charitables, l'Armée du Salut, autrement dit, elle veut réduire les chômeurs à la mendicité, à la misère, et enfin, à l'impuissance la plus totale. Mais ce gouvernement de gauche se veut constructif. Aussi nous propose-t-il les T.U.C. (Travaux d'utilité collective). Depuis cinq mois 78 000 ouvriers au chômage ont ainsi trouvé un "emploi". Le gouvernement se vante même d'avoir atteint le chiffre de 100 000 ! Les ouvriers peuvent être satisfaits. Ils ont maintenant, grâce à la générosité de la bourgeoisie, un emploi au rabais, temporaire, avec un salaire de moitié inférieur à celui du SMIC.

Contrairement à ce que veut nous faire croire la bourgeoisie, il n'y a pas de nouveaux pauvres. Il n'y a pas de nouveaux jeunes deshérités. Il n'y a que de plus en plus d'ouvriers menacés par le chômage, licenciés et donc chômeurs : voilà la simple vérité.

Les derniers chiffres du chômage en France affichent 2 408 000 chômeurs "officiels", ce qui fait 0,8 % d'augmentation par mois et plus de 13,3 % sur l'année 1984. Dans les pays les plus développés du monde capitaliste, en Europe de l'ouest notamment, c'est près de 15 % des ouvriers, qui se retrouvent aujourd'hui au chômage. La CEE, sur 271 millions d'habitants, compte plus de 40 millions qui se trouvent en-dessous du seuil de pauvreté et les pays de l'OCDE, pays "riches" par excellence, dénombrent plus de 33 millions de chômeurs. Mais

cela n'est rien par rapport à ce qui nous attend, si nous laissons faire la bourgeoisie. L'année 1985 va connaître une très forte accélération de la crise économique, pas un seul pays capitaliste ne va y échapper. La récession va se développer de nouveau très fortement. La bourgeoisie va tenter de nous licencier en masse par centaines de milliers. De plus en plus des centaines de milliers de jeunes ouvriers ne trouvent même plus un premier emploi. La bourgeoisie en France a dû créer ainsi en 1984, encore plus de stages. En 1985, c'est 300 000 ouvriers qui devront partager leur temps de travail entre l'école et l'entreprise. C'est 300 000 ouvriers de plus qui sont candidats au chômage. A Renault aujourd'hui c'est 15 à 20 000 ouvriers qui sont en instance d'être licenciés. En Angleterre, depuis 1979, le nombre de chômeurs a augmenté de 1,8 million. Le chômage touche actuellement 3,8 millions d'ouvriers.

Seulement voilà, la bourgeoisie sait que c'est ainsi à toute la classe ouvrière qu'elle s'attaque de plus en plus fortement. De chaque ouvrier qui a un emploi, elle fait un futur chômeur. De chaque chômeur, elle fait un indigent, un misérable.

Continuons à étendre nos luttes

Mais c'est aussi parce qu'elle n'accepte pas cela, passivement, que la classe ouvrière est de nouveau fortement rentrée en lutte.

C'est notre réponse qui se manifeste ainsi. Contre les baisses de salaires mais surtout les licenciements massifs, il y a eu des grèves et des luttes : en Belgique, Hollande, Allemagne, France, Grande-Bretagne et Espagne. Ce ne sont pas les ouvriers d'une seule branche industrielle qui ont réagi mais, dans tous les pays industrialisés, les ouvriers de la sidérurgie, l'automobile, les chantiers navals, les docks, la chimie...etc. Ce

que nous devons comprendre c'est l'importance de toutes ces luttes. Car c'est ainsi et seulement ainsi que nous pourrions faire reculer les attaques de la bourgeoisie, l'obliger dans ses calculs sordides à tenir compte de notre détermination, de notre volonté de nous battre. Mais cela ne suffit pas. Face à une bourgeoisie de plus en plus unie, de plus en plus décidée à attaquer toutes nos conditions de vie, à nous réduire à la misère, nous devons continuer à développer notre force. Celle-ci réside dans notre capacité à étendre sans cesse nos luttes, à aller chercher la solidarité des ouvriers quels que soient leur travail, leur corporation. Elle réside dans notre capacité à nous unir. Comme ont commencé concrètement à le faire les ouvriers en lutte en ce moment en Espagne.

Mais cela ne suffit pas.

Il nous faut continuer à combattre toute division en notre sein, entre jeunes et vieux ouvriers, entre ouvriers ayant un emploi et ceux qui n'en ont pas ; entre ouvriers qui risquent d'être licenciés comme à Renault ou à Fos-sur-Mer, à La Ciotat ou à Citroën. Nous avons tous les mêmes intérêts, car nous subissons tous les mêmes attaques.

- Le combat des ouvriers au chômage est le nôtre.

- Le combat des ouvriers menacés de licenciement est le nôtre.

Notre unité fait notre force.

C'est parce que la bourgeoisie a compris cela, et non par humanisme et bon cœur, qu'elle fait un battage sur les nouveaux pauvres, les nouveaux deshérités, le "quart monde".

C'est parce que la bourgeoisie a compris cela qu'elle tente de nous diviser en travailleurs et non travailleurs, en chômeurs assistés et non assistés.

C'est parce que la bourgeoisie a compris que notre union fait notre force, qu'elle tente par tous les moyens de nous diviser.

De l'élargissement de nos luttes dépend le sort de toute l'humanité

Mais la lutte que nous avons déjà largement commencée, dans tous les pays industrialisés du monde capitaliste, contre les licenciements et le chômage, ne peut et ne doit pas être arrêtée par ces manœuvres de la bourgeoisie. Car ces luttes sont beaucoup plus que la défense immédiate de nos conditions de vie. Dans la logique capitaliste des licenciements massifs, du chômage et de la misère, nous devons voir la faillite totale de ce monde d'exploitation. Tous les mensonges de la bourgeoisie de droite comme de gauche, du PS comme du PC et des syndicats, nous entraînent inexorablement, si nous les laissons faire, vers une barbarie sans fin et au bout du compte la guerre généralisée.

Par contre, si nous poursuivons notre lutte, comme nous avons déjà commencé à le faire, en refusant licenciements et misère, en refusant d'accepter passivement la vie misérable de chômeurs qu'ils nous font, alors et alors seulement, l'humanité tout entière pourra se saisir de cette société suicidaire par la révolution communiste.

- Développons nos luttes contre les licenciements et le chômage.

- Développons notre unité par l'extension de notre combat.

LA BOURGEOISIE SE PREPARE A DES ATTAQUES PLUS DURES, LA CLASSE OUVRIERE DOIT Y REpondre !

■ A coup de statistiques incontrôlables et de chiffres souvent incompréhensibles et charcutés à souhaits, la bourgeoisie française nous certifie sur tous les tons, que les résultats économiques de 84 sont en nette amélioration. Une inflation à 6,7%, en diminution, une balance commerciale pas trop mauvaise, témoigneraient du fait que, dans la chute des pays de l'OCDE, la France n'est pas la moins bien lotie.

Mais où est ce "mieux" pour la classe ouvrière ?

Qu'un coup de froid un peu plus fort que la normale survienne et l'inhumanité de ce monde apparaît dans toute son horreur : ce sont des milliers de sans-abris et sans ressources qui sont menacés dans leur vie.

Tous les recours sont bons : Fabius et l'Abbé Pierre nous demandent alors de partager, nous qui avons le privilège d'avoir encore un emploi. Mais cette misère ne vient pas du ciel. Elle n'est pas le fait de quelque incident contingent : c'est le chômage croissant, les licenciements, l'implacable diminution des salaires qui l'engendrent.

Alors quoi ? Partager notre misère ? C'est ce que nous faisons depuis des décennies, chaque jour davantage, et cela n'a jamais rien solutionné pour nous.

Non, nous ne sommes pas dupes sur les "meilleurs résultats" et "l'effort à poursuivre" dont nous parle la bourgeoisie. Nous ne pouvons oublier, parce que nous en avons, mois après mois, vécu les conséquences, qu'au blocage des prix et des salaires, succédait ce que Mauroy appelait cyniquement en novembre 1982, "la fin du cercle infernal de l'indexation des salaires sur les prix", et qui ne s'est jamais traduit pour nous autrement que par une perte sèche des salaires, une baisse du pouvoir d'achat.

Il en va de même du chômage : on ne peut bien étaler les licenciements, brasser les chiffres, faire un grand battage sur la "flexibilité de l'emploi", le bienfait de la création des TUC, tout cela ne parvient plus à masquer suffisamment la réalité.

Plus le battage est grand pour faire diversion, et plus le fléau du chômage frappe chaque foyer, renforçant la pression sur les salaires : une paye par famille, voilà ce que nous partageons quotidiennement.

C'est quotidiennement encore que la presse, les médias, annoncent des licenciements, des fermetures d'entreprises. La sidérurgie, les mines, tous les secteurs, toutes les industries même les plus modernes sont touchées. Tour à tour, les travailleurs de l'au-

tomobile ont dû faire les frais de "dégraissages" : Peugeot, Citroën, aujourd'hui Renault.

Pour ceux d'entre nous qui sont au chômage, les allocations fondent. Mais pour la plupart, elles sont purement et simplement supprimées ; quand nous ne sommes pas surveillés, quadrillés, sous prétexte que nous sommes plus sujets à la délinquance, comme on le fait dire aux statistiques.

Pour ceux qui ont été mis en "congé de reconversion", nous apprenons vite que cette "solution" mijotée par la bourgeoisie pour faire face aux problèmes que posent les licenciements en masse, n'a pas plus d'avenir. Ainsi, aux AFO, le gouvernement s'est opposé à un accord CGT/direction qui prévoyait la réintégration de 132 salariés mis en congé de reconversion pour deux ans. Cela confirme en fait que ces fameux "congés" se transforment nécessairement en de vulgaires mises à la porte. Mais c'est au bénéfice net de la bourgeoisie : ce moyen permet de reporter les licenciements dans le temps et d'éviter ainsi la confrontation à chaud et en bloc avec les travailleurs. C'est aussi un moyen pour dégonfler d'autant les chiffres du chômage.

Malgré les précautions que la bourgeoisie a pris pour mener son attaque, celle-ci a rencontré de sourdes réticences. Ce n'est pas encore un mouvement massif, mais les journées de grève syndicales n'ont pas un franc succès : tous les travailleurs savent bien qu'au bout du compte, nous y perdons encore un peu de nos salaires pour un résultat négatif :

- Aux PTT, les journées nationales de grève, les "semaines d'action" et autres mascarades pour "faire connaître la vérité sur nos salaires en affichant les fiches de paye" n'ont jamais fait reculer les plans d'attaque de la bourgeoisie.

- A EDF, la même expérience syndicale des 3 jours de grève (29-11-84) a été aussi un échec. Le pouvoir d'achat régresse comme partout.

- A la Seyne-sur-Mer, les travailleurs ne participent plus aux manifestations contre les 480 licenciements. "Démobilisation ?" s'interroge la CGT. Voilà un problème qui n'inquiète que la bourgeoisie. Il témoigne du fait que le mécontentement de la classe devient difficile à contenir, à canaliser, à organiser sous ses mots d'ordre à elle, derrière ses pompiers sociaux.

Pourquoi continuer à marcher dans des actions bidons qui ne font que nous affaiblir ?

Pourquoi lutter isolés quand partout ce sont les mêmes conditions qui nous sont faites ?

Pourquoi lutter derrière les syndicats, quand partout ils nous divisent, sapent nos forces, tentent de nous enchaîner à des mots d'ordre qui nous sont étrangers : tel la défense de l'économie nationale.

A quoi servent ces mini-actions catégorielles, contre une maxi attaque généralisée ?

Non, ce n'est pas une classe amorphe qui fait face à la bourgeoisie, mais une classe qui s'interroge dans sa lutte, et accumule à travers elle une expérience pour les combats qu'elle sait devoir mener demain.

Ces derniers mois, le mouvement se poursuit, le mécontentement social bouillonne autour des mêmes causes : réductions d'effectifs, conditions de travail, salaires.

- A la RATP, à la SNCF, les grèves se succèdent, s'arrêtent puis reprennent, sans que les syndicats n'arrivent à y mettre fin, comme si la lutte encourageait la lutte.

- La grève des marins de Dunkerque fait tâche d'huile à Boulogne-sur-Mer et Calais. A l'usine ultra-moderne LIT (Ligne Télégraphique Téléphonique) de Conflans Ste Honorine, les ouvriers séquestrent le PDG dans la mairie de Roccard.

Ce n'est pas un hasard si Krasucki parle aujourd'hui de "grève générale", si le PC et la CGT adoptent soudain des discours d'opposition franche au gouvernement, insistant à qui veut bien l'entendre : "On ne peut confondre le Parti Socialiste et le Parti Communiste... Il y a un gouvernement socialiste, une majorité socialiste qui le soutient, et nous n'en sommes pas. Nous combattons au contraire une politique dite de rigueur dont nous n'avons pas la paternité." ("L'opinion des Communistes", tract de janvier 1985). L'échéance de mouvements durs et déterminés est proche, voilà ce à quoi elle se prépare.

On ne peut plus nous faire miroiter de reprise économique salubre, non plus que d'amélioration de nos conditions de vie. Le seul avenir qui soit, c'est une nouvelle et plus violente récession. Cela signifie un nouveau feu croisé de licenciements, un chômage toujours plus générateur de misère.

Parfaitement consciente de l'ampleur des mouvements que cette dégradation de notre situation va entraîner, consciente aussi que ce bouillonnement est décisif pour le prolétariat, comme

pour la bourgeoisie, celle-ci fourbit ses armes :

- C'est la mascarade sur la "flexibilité de l'emploi" qui aura servi à la CGT pour pouvoir affirmer demain dans nos luttes, qu'elle au moins a refusé les plans d'attaque contenus dans cet accord. Souvenons-nous que le gouvernement de gauche n'a jusque là, pas eu besoin d'accord-cadre de ce genre, pour renforcer le chômage et l'austérité.

- A Renault, on n'avait pas vu depuis longtemps un tel "militantisme" du PC et de la CGT pour refuser les licenciements et être présents sur le terrain. C'est sur la base de cette radicalité qu'ils vont tenter de se hisser à la tête des luttes à venir pour en fait, les saboter et minimiser ce que représente cette lutte pour l'ensemble du prolétariat.

- Sur le plan politique, le battage fait autour des querelles droite-gauche à propos de la Nouvelle-Calédonie fait partie des jalons tracés pour préparer le retour de la gauche dans l'opposition, et "unifier" les rangs de la droite pour une alternative électorale en 86.

Pour compléter, elle essaie de trouver des alibis au renforcement de son appareil policier, avec le battage autour du terrorisme et de l'antiterrorisme, elle essaie de multiplier les manœuvres de diversion en faisant du moindre fait divers, l'affaire du siècle.

Elle impose un black-out total sur la réalité de la montée des luttes ouvrières partout en Europe, pour isoler les ouvriers et limiter leur prise de conscience. Elle essaie de resserrer les mailles de ses filets de contrôle social, de renforcer son arsenal de mystifications largement affaibli par la crise, et par l'implication des forces de gauche, chargées d'encadrer les ouvriers, au gouvernement.

Elle fait tout cela, parce qu'elle sait qu'elle doit passer à un stade supérieur de son offensive contre les ouvriers : les licenciements à Renault en sont l'annonce.

Partout en Europe, la bourgeoisie va accentuer ses attaques dans les mois à venir. En France, elle affronte ce problème avec un encadrement déficient des ouvriers, et une expérience accumulée par une classe ouvrière de plus en plus méfiante et résolue. La situation actuelle ressemble à une veillée d'armes où les adversaires se préparent, de part et d'autre, à l'affrontement.

MD

BATTAGE SUR LA NOUVELLE-CALÉDONIE

QUAND LA GAUCHE CHERCHE A FAIRE PEAU NEUVE

■ Le déchaînement de la campagne sur les événements de Nouvelle-Calédonie se poursuit. Toutes les ficelles d'un film à grand spectacle sont réunies. Du suspens : serait-ce la départementalisation, l'autonomie, le territoire français, l'indépendance ? Plus d'un mois de rixes oratoires et d'invectives farouches entre les représentants de droite et de gauche pour accoucher d'une indépendance-association. De l'action : violence de rue à Nouméa, envoi de forces de l'ordre du GIGN, promulgation de l'Etat d'urgence sur l'île. De la dramatisation : exécution de deux leaders pro-indépendantistes. Un coup de théâtre : l'annonce surprise du voyage éclair de Mitterrand à Nouméa pour soi-disant renouer les fils du dialogue.

Mauvais scénario, mauvais acteurs. Mais nous ne sommes pas là pour juger du talent de nos bouffons engravés, nous n'avons que trop l'habitude de voir de médiocres professionnels à la Reagan. Alors pourquoi ce battage idéologique intensif ? Il a un double objectif.

Tout d'abord, comme les campagnes sur l'insécurité, sur le terrorisme, l'anti-terrorisme (voir article dans ce numéro), il a pour fonction de détourner l'attention de la classe ouvrière de l'attaque permanente contre ses conditions de vie (misère, licenciements, chômage) ; de bourrer les crânes de problèmes qui ne mettent pas en danger l'ordre établi et qui noient les intérêts des travailleurs dans les

eaux tropicales de gestion d'un empire ; d'éviter qu'ils répondent à l'absurde de leur condition par la lutte de classe. Il est vital pour la bourgeoisie de pénétrer leur esprit de préoccupations étrangères à leurs intérêts.

L'affaire calédonienne n'est qu'une simple routine de politique impérialiste qu'elle pouvait régler dans la plus grande discrétion, sans renfort de publicité (voir l'article dans notre journal précédent). En effet, la domination française en Nouvelle-Calédonie n'a jamais été remise en question. Le joug implacable de l'impérialisme français n'a jamais été ébranlé, pas même l'ombre de quelques instants, comme le prouve la froide liquidation de Machoro et de son second qui simplement rêvaient de jouer au petit soldat à la Ché Guevara. Mort sans sommation pour tous ceux qui essaient de taquiner l'autorité étatique. Aucun doute possible, les intérêts du capital français sont préservés. La Nouvelle-Calédonie demeure et demeurera une forteresse impenable soumise à l'ordre et à l'autorité de la République.

Mais plus encore, cette campagne permet une meilleure disposition du jeu politique de la classe dominante et de ses partis. A droite, on part à l'offensive contre le PS, on s'enflamme dans des joutes verbales, dans une polémique tapageuse pour dénoncer ce parti "marxiste" qui prône l'indépendance au lieu d'un "statut rénové" et qui faillit à son devoir dans le main-

tien de l'ordre. A gauche, le PCF se fait discret et préfère en priorité s'occuper de ses affaires internes. Le PS avec superbe et fausse sérénité clame haut et fort sa fermeté sur les principes : il ne bradera pas les intérêts du bon peuple calédonien, il ne bradera pas les intérêts du bon peuple français.

Poussé dans cette voie par la droite, le PS en se faisant le défenseur de l'indépendance, des libertés, de la solidarité, tente de se redonner une image de marque sérieusement ternie par plus de trois années d'attaques gouvernementales contre la classe ouvrière. Parce que l'avenir se prépare dans le présent, ce divorce entre une droite dure, rétrograde, réactionnaire et une gauche critique, résolument tournée vers l'avenir, préfigure de la redistribution des forces de l'appareil politique français. Avec la reprise des luttes de classe, comme dans la plupart des pays occidentaux, le partage des tâches entre les différentes fractions de la bourgeoisie s'organise dans une bipolarisation entre une droite musclée au pouvoir qui tient un langage de vérité et une gauche au langage radical dans l'opposition. Les élections législatives de 86 sont la prochaine échéance importante qui peut permettre au PS de quitter le gouvernement. Or, la bourgeoisie sait déjà que les jeux sont faits, que les dés sont pipés ; le PS doit se dégager de ses responsabilités gouvernementales, et il est indispensable, pour elle, de le recréabiliser comme parti d'oppo-

sition. En se faisant le maître d'œuvre de cette campagne, le PS cherche à faire peau neuve en reprenant des thèmes chers à la gauche.

Mais on ne peut pas sortir blanchi quand on a été le responsable d'une politique d'austérité menée tambour battant. Aujourd'hui il est impérieux pour la bourgeoisie dans les batailles décisives qui se préparent dans les profondeurs de son système décadent d'utiliser toutes les occasions qui s'offrent à elle pour mieux désarmer le prolétariat.

Messieurs du beau monde, face à votre crainte, vous amusez les foules par un spectacle truculent tels les patriciens de la Rome antique amusaient la plèbe par des jeux et du cirque. Cela vous donne un frisson de satisfaction d'afficher votre mépris pour le bas monde et votre suffisance pour vos bas stratagèmes. Mais c'est compter sans la conscience mûrissante de votre propre fossoyeur, les prolétaires. Vous ne voyez pas dans les entrailles de votre société pourrissante que la classe ouvrière s'émancipe d'une phraséologie dépassée par les faits, qu'elle se prépare à recourir à son arme spécifique : la grève de masse. Vous agitez les vieux oripeaux poussiéreux de la décolonisation et de l'indépendance. Ce n'est que piètre consolation face au choc social qui s'annonce. Aujourd'hui vous êtes contraints d'affronter les ouvriers de Renault, c'est là que les choses sérieuses commencent.

S.K.

■ L'heure des licenciements doit sonner! Terminé le temps du flou sur les perspectives; finie l'époque où la bourgeoisie tergiversait sur la réalité ou non des sureffectifs dans les usines de la Régie. Achevée la période où la bourgeoisie retardait la publication du plan Dalle -qui présentait trop brutalement la nécessité de licencier- pour le remplacer, temporairement, par le plan Hanon, plus "social", plus ambigu. Depuis déjà belle lurette, la bourgeoisie est enceinte du problème Renault, qui n'a jamais été pour elle : doit-on ou non licencier ? mais : comment s'y prendre vis-à-vis des ouvriers ? Toutes les discussions au sein des partis de gauche et, sur le terrain, tout le remue-ménage protéiforme des syndicats, donnent depuis des mois la mesure réelle du problème bourgeois de Renault : celle du prolétariat. Mais aujourd'hui l'aboès "Renault" est plus que mûr : il est obligé de percer, ou alors c'est la gangrène. Tant pis pour les dégâts, Mme le ministre de l'Industrie, Edith Cresson, vient de trancher net et clair publiquement : "Il y a des sureffectifs dans l'automobile. Ouvriers vous voilà prévenus de votre sort, vous connaissez tout le programme. Il est simple, il est implacable : des dizaines de milliers de congédiements, les premiers ne faisant en fait que préfigurer d'autres plus importants encore. La bourgeoisie, franche ou non, ne peut de toutes façons pas faire autrement ; elle n'a plus d'autre programme ; elle ne peut plus reculer à appliquer celui qu'elle a."

Depuis trois à quatre ans, l'horloge de la dynamique d'approfondissement de cette crise est passée à l'heure de la construction automobile. Cela, en soi, traquait un palier de gravité décisif, étant donné le rôle économique majeur de ce secteur de production. Chrysler et General Motors ont licencié aux USA, comme Fiat en Italie, la Seat en Espagne, British Leyland en Grande-Bretagne... Le capitalisme français a le même type de problème à résoudre que ses concurrents : "dégraisser" les effectifs, abaisser radicalement les coûts sociaux, rentabiliser sauvagement le travail, pour préserver la compétitivité des firmes automobiles. Dès 1981, cela devenait impératif, et cela était si bien connu de la gauche que peu après son arrivée au pouvoir, elle s'y est attelée. Aussi malaisé que cela fût pour elle -car elle est la gauche- elle n'a

jamais, depuis 81, failli à son devoir capitaliste :

- les grèves lancées par les syndicats de gauche (la CGT surtout) en 81 et 82 contre la CSL (de droite, "raciste"), devaient permettre aux syndicats dits ouvriers d'asseoir leur contrôle sur les prolétaires de ces entreprises. Elles prévenaient les étapes suivantes ;

- décembre 1983, le premier test de bataille se présente. Malgré une lutte ouvrière-dont l'énergie surprend une bourgeoisie pourtant préparée- les premiers licenciements passent à Talbot ;

- mai/juin 1984 : l'attaque bourgeoise, plus assurée et plus instruite, se poursuit à Citroën. Autres licenciements. Dès lors l'agressivité de la bourgeoisie ne pouvait plus faire de mystère pour les ouvriers de l'automobile. Dès lors, Renault était en point de mire ;

- les choses, d'ailleurs, ne tardent pas à se préciser. Le plan Hanon, en septembre 84, est donné à connaître, comme on lance un ballon d'essai, pour tester la réaction ouvrière, tandis que la CGT faisait diversion avec sa grève sur les gratifications de fin d'année et la prise de la 5ème semaine de congés payés.

Que la bourgeoisie se soit approchée du terrain de bataille contre les ouvriers de Renault avec autant de circonvolutions et d'attermoiements, ne diminue en rien sa détermination, mais situe assurément l'importance majeure de l'enjeu. D'une part en effet, l'attaque contre les ouvriers de Renault est inéluctable, du strict point de vue économique du capitalisme. A cet égard on peut même dire qu'elle s'impose d'urgence au vu des résultats commerciaux catastrophiques de la Régie en 1984. Mais Renault n'est pas n'importe quelle entreprise, c'est un pilier de tout l'édifice capitaliste français, un poumon de sa santé économique. D'autre part, vu sous son aspect ouvrier, la RNUR est bien moins encore n'importe quelle entreprise :

- les usines de la Régie concentrent des bataillons de travailleurs considérables et étroitement associés dans le processus productif. Cette grande concentration numérique est encore accentuée par une localisation géographique déterminante, puisque elle se situe, pour le principal, au cœur des deux grandes métropoles industrielles

du pays : les régions parisienne et lyonnaise ;

- les ouvriers de Renault possèdent une solide tradition historique de lutte, illustrée par une longue suite de grèves combattives. A des moments-clés de l'histoire du XXe siècle, en 1947 et en mai 1968 notamment, la lutte des ouvriers de la RNUR a pour ainsi dire à elle seule symptomatisé l'état de mobilisation de l'ensemble de la classe ouvrière en France. A tout moment, les grèves à Renault servent de point de référence et d'appui pour les autres secteurs ouvriers en lutte ; potentiellement, elles détiennent un fort pouvoir d'entraînement ; elles représentent un élément-clé de l'évolution du rapport de forces dans les conflits ouverts entre bourgeoisie et prolétariat. La bourgeoisie prend bien garde de ne pas sous-apprécier le risque qu'il y a de s'affronter à ce secteur ouvrier si capital. Il y a, pour elle, danger.

Et plus que jamais danger il y a, aujourd'hui. Et plus que jamais danger, lorsque, comme à l'heure présente, la bourgeoisie n'a plus guère le loisir de planifier le temps de son attaque. Devant un tel enjeu de bataille, les habitudes tactiques syndicales : division, épuisement, détournement, dénégation des luttes ouvrières, ne vont probablement plus suffire. Dès lors, il importe que le partage du travail de sabotage entre les trois grands syndicats du capitalisme français, la CGT, la CFDT et FO, il importe que ce dispositif stratégique classique adopte des contours plus violemment contrastés. Dès à présent, on voit d'un côté la CFDT et FO tenir le langage d'une "combattivité" réaliste et raisonnable : des licenciements, soit, admettent-elles, puisqu'ils sont inévitables, mais avec "des garanties sociales", sur lesquelles, insistent-elles, il n'est pas question de faire des compromis ; de l'autre côté, une CGT qui refuse tout en bloc, campée dans une attitude d'opposition forcée au plan Dalle, revêtue de peintures de guerre aux tons ouvriéristes les plus brailards : nous sommes les seuls, dit-elle, vrais défenseurs des ouvriers. Son attitude ne se comprend qu'au sein de la tactique syndicale générale du partage des tâches. Il importe, face à l'échéance Renault, qu'un des syndicats se présente aux ouvriers sous le jour de la plus intransigente radicalité, à laquelle,

la propension conciliatrice des autres sert d'autant mieux de faire-valoir. Les contre-plans (négociation d'un plan industriel et de redressement financier) que la CGT oppose à ceux de ses consœurs syndicales, du patronat et du gouvernement, ont moins valeur d'accréditer une image d'"interlocuteur social" positif et constructif, que de se faire mettre en dehors de toute négociation, pour paraître l'irréfusable représentant de la lutte ouvrière. Que cela ne soit, bien entendu, que bluff, il suffit d'en juger par le rappel du rôle majeur qu'a tenu la CGT dans les licenciements à Citroën et Talbot ; il suffit d'en juger par la participation de la CGT en décembre dernier, à une concertation patronat-syndicats-gouvernement, pour arrêter la date définitive de mise au concret des mesures de "dégraissage" des effectifs. Cette date, juin ou juillet 1985, a sciemment été choisie comme telle, c'est l'évidence, parce que l'époque de moindre mobilisation ouvrière au moment des vacances d'été, facilite l'exécution des licenciements.

Toute l'étendue de ces préparatifs bourgeois, la complexité de la tactique syndicale, tout cela est très éloquant sur l'importance de la bataille qui s'annonce et ne saurait plus désormais être longuement différée, entre bourgeoisie et prolétariat. La bourgeoisie sait pour elle que c'est une bataille capitale, mais c'est plus encore une bataille capitale pour le prolétariat. D'abord, par le nombre de licenciements impliqués : le plan Dalle en annonçait 90 000 à la Régie même (50 % des effectifs) et encore ce plan n'est-il que prévisionnel. En considérant l'ensemble de la construction automobile et la vaste constellation de sous-traitants qui est en cible, c'est finalement plus de 2 millions d'ouvriers qui sont d'ores et déjà incertains de préserver leur emploi dans les prochaines années à venir.

Ensuite, l'enjeu Renault est bien plus considérable encore. La manière dont les ouvriers de Renault vont soutenir l'assaut de la bourgeoisie s'avèrera, à cause de l'importance que revêt le bastion Renault pour toute la classe ouvrière en France, un moment décisif de l'évolution du rapport de forces entre bourgeoisie et prolétariat.

S.M.

LA FARCE DE LA "FLEXIBILITE"

■ On n'a pas vu les ouvriers se lever en masse pour s'opposer à la "flexibilité de l'emploi". Cette opération sent trop l'esbrouffe. La réalité de cette "flexibilité" ils la vivent déjà : emplois de plus en plus précaires, déplacements, mais surtout licenciements en masse. A l'heure où s'accroît cette mise au chômage massive, il est certes préférable pour la bourgeoisie de tenter de concentrer l'attention sur des accords bidon qui, signés ou non, n'empêcheront pas les plans de licenciements prévus de tomber. D'autant que le radicalisme déployé à peu de frais par les syndicats à cette occasion leur permet de jouer aux "combattifs" devant une classe ouvrière de plus en plus méfiante à leur égard.

Le grand cirque

"Echec aux négociations ouvertes depuis 7 mois", "Le NON de la CGT", clamaient la presse bourgeoise (y compris l'Humanité). D'abord, on faisait entrer le patronat, qui, cyniquement, déclarait : "Quels sont les grands perdants de l'échec de cette négociation ? Ce sont les chômeurs !"; suivait la CGC qui estimait que les syndicats "n'ont pas su répondre à la demande puissante qui est celle des chômeurs" (Marchelli). Arrivaient ensuite les syndicats dits "ouvriers", qui protestaient aussitôt contre le cynisme sans précédents et se posaient en défenseurs des "acquis", tout en se querellant les uns les autres : la CGT se vantant d'avoir poussé les autres à refuser, FO et CFDT laissant croire que leur "base" en réalité avait été déterminante.

TOUS, pourtant, ont accepté la réduction des allocations de chômage (y compris la CGT à sa façon contestatrice) sous l'égide du gouvernement de gauche Fabius, tous planifient en tant que "partenaires sociaux" EN-

SEMBLE (avec le gouvernement et le patronat dénoncé seulement en public), l'application graduelle des licenciements massifs. TOUS veulent que nous soyons chômeurs à tout de rôle et souhaitent que ceux qui le sont quasiment définitivement restent éparpillés et réduits aux dons de charité ! Tous souhaitent désamorcer les ouvriers avec le sempiternel argument : la crise n'est pas fatale si vous acceptez de vous sacrifier et même... de ne pas revendiquer en pensant à la situation qui serait la votre si vous étiez un sans-travail ! Du langage mielleux pro-gouvernemental genre "Libération" aux propositions chauvines creuses du PCF et des syndicats, il faut débousoler le prolétariat sur les vraies raisons du chômage et de l'austérité. Il faut tenter de ridiculiser la lutte de classe en la faisant passer pour quelque chose de "dépassé", en l'émiettant dans des conflits localisés.

Mais pourquoi un tel remue ménage ?

Les porte-voix de l'Etat nous ont singulièrement empli les oreilles avec le "rejet de la base des appareils syndicaux", le "désaveu de la base CFDT", un "grand remue-ménage des travailleurs" (selon la CGT) : c'est le message qu'il s'agissait de faire passer pour l'essentiel. Les arguments quant à "l'agression la plus dangereuse du CNPF" et quant à "faire voler en éclats l'essentiel des garanties collectives" (Krasucki) n'ont servi que de toile de fond à ce message, en clair : revaloriser le syndicalisme, question de première urgence. Un nombre croissant d'ouvriers se rend compte de ce que représentent les syndicats : une police sociale qui épaula le gouvernement pour mieux faire passer la politique d'austérité et de

chômage ; d'où la grande peur de la bourgeoisie de Barre à Bérégovoy : la désyndicalisation et ce qu'elle signifie comme menace pour la paix sociale. Mais la bourgeoisie sait fort bien qu'il existe encore beaucoup d'illusions sur le syndicalisme, que si beaucoup admettent d'office que les syndicats sont "pourris", il est possible de dévier ce début de prise de conscience sur les chefs syndicaux, contre le "sommet" des appareils. Libération parle du "gouvernement de la CFDT" pour qualifier Maire et la commission dirigeante de ce syndicat. Pour beaucoup d'ouvriers, un syndicat "honnête" demeurerait possible... aussi est-il facile d'accréditer l'idée que la "direction" syndicale peut être critiquée, voire désavouée par la base, ceci prouvant que la structure de ces organismes de police sociale pourrait être utilisée pour la lutte contre l'attaque capitaliste. Evidemment, les négociations ont été ouvertes "dans l'intérêt des ouvriers", évidemment, elles n'ont pu aboutir "dans l'intérêt des ouvriers" car n'est-ce pas- les "droits syndicaux" risquaient d'être mis en question.

De même que nous n'avons pas à obéir aux professionnels des syndicats, de même nous ne pouvons nourrir aucune illusion sur le syndicalisme à la base car il signifie : entretenir des illusions sur de soi-disant victoires corporatives, il est fermé aux multiples expériences de classe, il est un vivier où tous les apprentis-chefs syndicaux gauchistes viennent entretenir les cloisonnements politiques bourgeois (nationalisations, soutiens divers à la politique de la gauche capitaliste, etc.) et conduire à des défaites répétées. Le syndicalisme de base n'est toujours en fin de compte qu'une métastase du cancer syndicaliste.

Sombrer ou se battre

Les ouvriers licenciés ou en passe de l'être ne peuvent compter que sur eux-mêmes dans la mesure où ils sont capables de se grouper. Isolés, ils ne peuvent être que désorientés face à l'arsenal juridique des lois sociales pour protéger... l'Etat ! Quels que soient les accords signés entre "complices sociaux", les licenciements sont toujours plus ou moins appliqués de manière "flexible" tant qu'il y a un rapport de force, tant que les prolétaires savent imposer celui-ci (de ce point de vue, la juridiction bourgeoise est un chiffon de papier). La dispute organisée à propos de l'ancienne et de la nouvelle réglementation est une chausse-trappe ; les deux réglementations se ressemblent comme deux gouttes d'eau : même langage de bois sur les licenciements "structurels" ou "conjoncturels", même pouvoir de l'inspection du travail et des bureaucraties syndicales. La seconde réglementation se distingue simplement de la première en ce qu'elle a pour but (concerté) de pousser les ouvriers à se battre pour cette baudruche du comité d'entreprise.

Oui, le mécontentement s'exprime depuis de longs mois, les ouvriers luttent partout où tombent les licenciements, bousculant les appareils syndicaux mais se laissant encore dévier par eux. Et pour imposer réellement le rapport de force en faveur de la lutte ouvrière, il faut prendre le contre-pied de ce que la campagne idéologique sur la "flexibilité" a tenté de nous faire croire : le syndicalisme n'est pas une arme pour la lutte, il est un moyen de défense de l'Etat ; les syndicats FONT PARTIE DE L'ETAT aux côtés du gouvernement et du patronat, c'est-à-dire de tous ceux qui nous "gouvernent".

Damien

REPRISE DES LUTTES : UN MOUVEMENT LENT MAIS PUISSANT

Les révolutionnaires ne peuvent évaluer la réalité sociale à travers le prisme déformant de l'immédiatisme.

Voilà maintenant dix huit mois que la classe ouvrière, partout dans le monde, a repris le chemin de la lutte après la défaite sanglante qu'elle a essuyée en Pologne en 1981. Cette reprise internationale des combats de classe, le CCI a été capable de la reconnaître, d'en comprendre la portée historique au coeur des années 80, dès sa première manifestation avec la grève du secteur public de septembre 83 en Belgique, alors que la plupart des groupes du milieu révolutionnaire ne se sont résignés à la reconnaître que devant l'évidence des faits.

Cependant, de même que ces groupes s'obstinaient à ne pas voir le recul de la lutte de classe en 81, taxant le CCI de "défaitisme", c'est avec un regard sceptique qu'ils évaluent aujourd'hui cette nouvelle vague de luttes nous accusant d'en surestimer l'importance : "les grèves actuelles ne parviennent pas à dépasser le cadre des revendications économiques" ; "les ouvriers restent encore sous l'emprise des syndicats" ; "on ne voit pas de 'saut qualitatif' par rapport à la grève de masse en Pologne" etc... En réalité, de tels arguments, trouvent leur source dans une vision purement empiriste, caractéristique de l'incapacité des groupes révolutionnaires à intégrer chaque épisode de la lutte du prolétariat contre le capital dans un cadre d'analyse cohérent.

Cet article tentera de répondre aux objections sur lesquelles se fondent les "doutes" du milieu révolutionnaire face au ressurgissement actuel de la lutte de classe.

■ On ne peut comprendre la signification et la portée de la reprise actuelle des luttes ouvrières si on est incapable de déterminer dans quelle perspective elle se situe. La question est simple : la crise économique présente débouche-t-elle sur une nouvelle guerre mondiale - comme ce fut le cas de la crise de 1929 - ou sur des affrontements de classe généralisés créant les conditions de la révolution communiste ? Certains groupes révolutionnaires estiment que nous allons de façon certaine vers une nouvelle boucherie impérialiste. D'autres pensent qu'on ne peut se prononcer sur l'une ou l'autre alternative ou bien que les deux vont se développer de façon parallèle. Ce que le CCI et les groupes qui l'ont constitué ont affirmé depuis leur naissance c'est :

- qu'il ne peut exister de cours parallèle vers la guerre mondiale et vers les affrontements de classe généralisés, ces deux issues à la crise insoluble de l'économie capitaliste ne pouvant que s'exclure mutuellement dans la mesure où elles constituent les réponses qu'apportent à cette crise deux classes aux intérêts antagoniques irréconciliables : la bourgeoisie et le prolétariat ;
- que, contrairement aux années 30, la bourgeoisie n'a pas les mains li-

bres pour donner sa propre réponse à la crise de son système, cette issue étant entravée par la combativité du prolétariat qui, dans les pays centraux du capitalisme, n'a pas subi de défaite physique et idéologique comme dans les années 20 et les années 30(1)

Ce sont ces deux critères qui nous permettent de situer la reprise actuelle des combats ouvriers dans un cours vers des affrontements de classe généralisés dont l'issue décidera de l'alternative guerre ou révolution. C'est également à partir de cette compréhension de la perspective historique ouverte avec le ressurgissement de la lutte de classe à la fin des années 60 que nous avons su identifier la défaite en Pologne comme une défaite partielle. Parce que les fractions décisives du prolétariat mondial - celles des pays centraux du capitalisme - n'avaient pas engagé la bataille, parce qu'elles n'avaient pas subi dans leur chair et dans leur conscience cette défaite sanglante, leur potentiel de combativité était demeuré intact. Ainsi, avec l'aggravation brutale de la crise dans les années 80, la période de recul qui a suivi la défaite en Pologne ne pouvait-elle être que de courte durée. C'est ce que confirme, après deux années de repli, la reprise actuelle des luttes ouvrières.

Le contenu politique des luttes actuelles

Une des causes de l'aveuglement du milieu révolutionnaire réside dans son incapacité à comprendre les implications de la décadence sur les caractéristiques des luttes ouvrières ;

Cela s'est manifesté par exemple lorsque certains groupes ont imaginé que la vague de luttes qui a culminé avec les combats de Pologne en 1980 allait se développer de façon linéaire jusqu'à la révolution sans possibilité de pause ou de recul momentané. Tous ceux qui osaient alors évoquer une telle possibilité étaient taxés de "défaitisme". De même, lorsque ce recul est devenu évident, ces groupes ne voyaient aucune possibilité de reprise et haussaient les épaules devant une telle perspective. Dans les deux cas, ces groupes témoignaient d'une même ignorance du marxisme qui, depuis le siècle dernier (cf en particulier "Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte" de Marx) a mis en évidence le cours heurté, en dents de scie, fait d'avancées et de reculs, propre à la lutte historique du prolétariat. Cette caractéristique - liée au fait que le prolétariat est la première classe révolutionnaire de l'histoire à être aussi une classe exploitée - est encore accentuée dans la période de décadence du capitalisme dans la mesure où la lutte ouvrière ne peut plus se développer au sein d'organisations de masse permanente (tels les syndicats et les partis socialistes au 19^e siècle).

Cette incompréhension des caractéristiques de la lutte prolétarienne dans la période de décadence se révèle encore et surtout dans l'insistance des groupes du milieu révolutionnaire à ne voir dans les luttes présentes que des "luttes économiques" justifiant ainsi leur sous-estimation de la reprise actuelle. En effet, cette période de décadence, où, avec la crise permanente du système, le capital manifeste de plus en plus ouvertement son incapacité à satisfaire les revendications ouvrières, où il est contraint aujourd'hui de jeter sur le pavé des masses entières de prolétaires, imprime nécessairement à la lutte de classe un caractère de plus en plus politique. Cette tendance à la politisation des luttes ouvrières s'exprime par une tendance à la remise en cause non pas de tel aspect de l'exploitation dans telle ou telle branche ou catégorie mais de la domination même du capitalisme et de l'Etat bourgeois. Cette tendance à la politisation des luttes, la plupart des groupes révolutionnaires ne la voient pas parce qu'ils ont les yeux braqués sur la vague révolutionnaire qui a surgi au cours de la 1^{ère} guerre mondiale et où les conditions même de la guerre impérialiste ont obligé le prolétariat à mener sa lutte d'emblée sur le terrain politique. Aujourd'hui, alors que le ressurgissement historique du prolétariat est déterminé par une aggravation irrémédia-

ble mais lente de la crise, le point de départ des luttes actuelles se situe nécessairement sur un terrain économique. Ce sont les attaques toujours plus violentes de la bourgeoisie ainsi que l'expérience du prolétariat qui le contraindront à assumer de plus en plus consciemment le contenu politique de ses luttes.

La période d'accélération de l'histoire qu'illustre la reprise actuelle des combats de classe est donc le produit d'une maturation qui s'est opérée dans la conscience du prolétariat, lui permettant de se dégager du poids des illusions qui ont conditionné le recul de l'après-Pologne, et notamment les illusions sur l'économie :

- l'idée de l'existence de spécificités "nationales" ou de "bloc" qui a permis l'isolement du prolétariat en Pologne est aujourd'hui sapée par une tendance à la paupérisation absolue du prolétariat dans les pays industrialisés d'Europe occidentale. Ainsi, la réapparition des soupes populaires, de files interminables de chômeurs sans abri crevant de faim et de froid éclairent d'un jour nouveau la pénurie dans les pays de l'Est ;

- l'illusion qu'en acceptant des sacrifices, les ouvriers pourront éviter la dégradation de leurs conditions de vie. Alors qu'en 82, aux USA et en RFA, on a vu les ouvriers accepter des baisses de salaires en échange de promesses de garantie de l'emploi, ce sont ces mêmes ouvriers qui - dans l'automobile aux USA, dans la métallurgie en RFA - ont repris le chemin de la lutte ;
- la croyance en des "recettes" économiques capables d'empêcher l'aggravation de la crise est aujourd'hui battue en brèche par la révélation du bluff de la "reprise" aux USA.

L'incapacité du milieu révolutionnaire à identifier l'aggravation brutale de la crise comme un atout essentiel au développement de la conscience du prolétariat, le contraignant à rompre avec ces illusions, est à l'origine de leur cécité face à la situa-

tion présente. Ce qui caractérise, en effet, la plupart des mouvements qui ont éclaté depuis l'automne 83, ce n'est pas leur "enfermement" dans le cadre strictement économique, mais une tendance au dépassement des divisions sectorielles précisément parce que la misère croissante qu'inflige aujourd'hui le capital au prolétariat signe de façon évidente la faillite d'un système qui n'a plus rien à offrir que la famine et la guerre. Dans la période actuelle, c'est donc à travers une lutte acharnée, non pas comme par le passé pour une quelconque amélioration de ses conditions d'exploitation, mais pour sa survie même que le prolétariat affirme le caractère de plus en plus politique de son combat. Cette tendance à la politisation des luttes ouvrières est illustrée dès à présent non seulement par les multiples affrontements des ouvriers avec l'Etat (cf. grève du secteur public en Belgique et Hollande, grève des mineurs en Angleterre, heurts quotidiens des ouvriers d'Espagne avec les forces de l'ordre) mais, plus encore, par le caractère explosif, massif et spontané des luttes actuelles qui tendent à dépasser le cadre corporatiste (ex: grève de solidarité des dockers avec les mineurs en GB). Avec la généralisation de la crise à tous les secteurs, l'explosion du chômage massif dans les grandes concentrations industrielles, loin d'être un facteur de division du prolétariat comme dans les années 30, pose dès à présent les premiers jalons de l'unification de la classe ouvrière.

Ainsi, sans référence à un cadre d'analyse cohérent leur permettant de comprendre la dynamique de la reprise actuelle des luttes ouvrières à partir des données posées par la période de décadence, les révolutionnaires ne peuvent évaluer la réalité sociale qu'à travers le prisme déformant de leur immédiatisme, confondant les phénomènes fondamentaux avec leur apparence immédiate.

L'obstacle de la gauche dans l'opposition

Cette vision immédiatiste, alimentant les doutes du milieu révolutionnaire sur les potentialités contenues dans les grèves actuelles n'est, en fait, que le corollaire d'une impatience qui se manifeste également par une tendance à confondre le début d'un processus avec son aboutissement et inversement. Ainsi voit-on aujourd'hui la plupart des groupes révolutionnaires faire la moue devant l'"incapacité" des ouvriers à prendre en main leur propre lutte, à briser dès à présent l'encadrement syndical. Ces doutes font la preuve, une fois de plus, de l'incapacité du milieu révolutionnaire à comprendre que, face à l'usure des illusions sur les solutions de gauche au pouvoir (notamment en Angleterre, RFA, Belgique, Pays-bas) ou posant sa candidature au pouvoir (comme le Programme Commun en France) de la décennie précédente, la bourgeoisie a été contrainte de mettre en place une nouvelle stratégie afin de contrer le développement inévitable des luttes ouvrières. Cette stratégie, c'est celle d'un partage des tâches entre une droite "dure" au pouvoir chargée d'appliquer avec détermination les mesures d'austérité imposées par l'accélération inéluctable de la crise, et d'une gauche dans l'opposition dont la fonction consiste à encadrer la combativité ouvrière afin de la détourner de son terrain de classe ;

C'est ainsi que le CCI a su identifier la répression en Pologne non pas comme une réponse de la bourgeoisie au débordement du syndicat "Solidarnosc" correspondant à une montée de la lutte de classe - tel que le prétendaient certains groupes révolutionnaires - mais, au contraire, comme la conséquence d'un affaiblissement du prolétariat qui, partout dans le monde, avait été paralysé par les manœuvres de la gauche dans l'opposition, per-

mettant ainsi l'isolement des ouvriers polonais à l'intérieur de leurs frontières nationales.

Aujourd'hui, la détermination avec laquelle le prolétariat retrouve le chemin de la lutte, malgré toutes les manœuvres de la gauche et des syndicats, constitue déjà une première remise en cause de cette stratégie anti-ouvrière. Et c'est face à l'usure de cette arme bourgeoise de la gauche dans l'opposition que la classe dominante s'est trouvée contrainte d'accentuer le déploiement de son dispositif anti-ouvrier devant la montée de la tension sociale : réélection de Reagan à la tête du bloc occidental (2), retour précipité du PCF dans l'opposition et surtout radicalisation croissante des syndicats qui s'efforcent à entraver le développement des luttes ouvrières en en prenant les devants afin d'empêcher toute tentative d'extension réelle.

Si le milieu révolutionnaire se laisse démoriser par le rythme lent de la reprise actuelle des luttes ouvrières c'est essentiellement parce qu'il se refuse à admettre que l'arme de la gauche dans l'opposition constitue le dernier rempart de la domination bourgeoise dans les années 80, "années de vérité". Voilà pourquoi la majorité des groupes prolétariens se situe aujourd'hui, comme hier, à contre courant du mouvement de la lutte de classe. Prisonniers de cette impatience empruntée à la petite-bourgeoisie qui n'a de "radical" que le verbe, ces groupes prolétariens ne voient pas que la lenteur de cette nouvelle vague de luttes est, en réalité, l'arbre qui masque la forêt. C'est, en effet, un mouvement en profondeur qui est en train de se produire dans les entrailles de la société, la reprise actuelle des combats de classe constituant déjà le premier épisode de toute une

série de combats au cours desquels le prolétariat, en se heurtant nécessairement, pour les besoins de sa lutte, aux sabotages répétés des syndicats (et de leurs fractions radicales, les "syndicalistes de base") sera amené à les affronter. Ce sont ces affrontements qui marqueront alors l'ouverture d'une période pré-révolutionnaire. Comme l'ont toujours affirmé, depuis Marx, les révolutionnaires du passé : "... la victoire définitive du prolétariat socialiste constitue un bond qui fait passer l'humanité du règne de l'animalité à celui de la liberté. Mais ce "bond" n'est pas étranger aux

lois d'airain de l'histoire, il est lié aux milliers de maillons de l'évolution qui le précèdent, évolution douloureuse et bien trop lente (...). Jamais la victoire du socialisme ne tombera du ciel comme le fatum antique, cette victoire ne peut être remportée que grâce à une longue série d'affrontements au cours desquels le prolétariat international fait son apprentissage (...) et tente de prendre en main ses propres destinées, de s'emparer du gouvernement de la vie sociale." (R. Luxemburg, *La Brochure de Junius*).

La reprise des luttes dans les métropoles capitalistes

C'est grâce à cette compréhension du rôle pernicieux de la gauche dans l'opposition aujourd'hui que le CCI a pu tirer cet enseignement majeur de la défaite en Pologne (à l'inverse des autres groupes révolutionnaires qui, perdant de vue le caractère international de la lutte du prolétariat, sont restés le nez collé à la situation locale, immédiate en Pologne - certains allant jusqu'à appeler à la "révolution" en Pologne-même !): seul le prolétariat des pays centraux du capitalisme - et notamment d'Europe occidentale - peut apporter une réponse à la question posée par la grève de masse des ouvriers polonais, celle de la généralisation mondiale des luttes ouvrières. Comme nous l'affirmons dans notre critique de la théorie "léniniste" du "maillon le plus faible" (cf. notre article dans la *Revue Internationale* n°31), c'est là où le prolétariat est le plus expérimenté, le plus concentré qu'il pourra, en s'affrontant à la bourgeoisie la plus forte, déjouer les pièges les plus sophistiqués de la gauche dans l'opposition. Alors seulement pourra s'ouvrir une période de généralisation internationale de la lutte de classe.

Incapables de tirer les leçons de la dernière vague de luttes qui a culminé avec le mouvement de masse en Pologne 80, les groupes révolutionnaires se retrouvent désarmés face à la situation présente, leur perplexité d'aujourd'hui résultant de leur "optimisme aventuriste" d'hier. Ainsi, alors que se déroule sous leurs yeux ébahis une situation unique dans l'histoire du prolétariat, en sont-ils encore à attendre qu'un "saut qualitatif" vienne les tirer de leur torpeur. Cette situation - qui confère à la vague de luttes présente une importance particulière - réside en premier lieu dans le fait que c'est au cœur même du capitalisme, là où se jouera le premier acte de la révolution, que le prolétariat a repris le flambeau de la lutte. Avec l'aggravation de la crise tendant à niveler par le bas les conditions d'existence des ouvriers dans tous les pays sans exception, se trouvent donc confirmées les perspectives que nous avions tracées au lendemain de la répression en Pologne :

"telles les ondes à la surface d'un bassin qui reviennent vers le centre après avoir atteint ses bords, les convulsions les plus violentes de la crise reviennent avec une force accrue, frapper les métropoles du capital (...) C'est maintenant le prolétariat de ces métropoles qui est frappé de plein fouet par la crise et qui sera contraint, malgré toutes les manœuvres de la gauche dans l'opposition qui ne pourront à la longue que s'user, de reprendre le combat comme a commencé à le faire celui des pays périphériques" (*Revue Internationale* n°29).

Mais c'est surtout la simultanéité croissante des explosions ouvrières touchant depuis 18 mois l'Europe occidentale qui constitue aujourd'hui un phénomène unique dans l'histoire. Jamais, même lors de la première vague révolutionnaire, les combats du prolé-

tariat dans les grandes concentrations industrielles d'Europe n'avaient connu une telle simultanéité, contraignant la bourgeoisie au black out des médias afin d'entraver la prise de conscience du prolétariat de sa propre force :

- septembre-octobre 83 : grève du secteur public en Belgique et Hollande, grève des PIT en France ;
- novembre 83 : grève des transports Greyhound aux USA, de la métallurgie en RFA ...;
- décembre 83 : grève à Talbot en France...;
- printemps 84 : grèves de la sidérurgie en France, des mineurs en Angleterre et en Scandinavie, de la sidérurgie en Espagne...;
- été 84 : grèves des dockers en Angleterre et en Scandinavie, mouvements dans la métallurgie en France, etc...

Ces bataillons décisifs du prolétariat mondial, la bourgeoisie ne pourra pas les isoler aussi facilement qu'elle a pu le faire en Pologne. En ce sens, cette simultanéité des luttes ouvrières à l'échelle internationale constitue en elle-même un pas en avant allant bien au-delà de ce que fut la grève de masse en Pologne.

La résurgence des combats ouvriers au cœur même du capitalisme pose, en effet d'ores et déjà, les premiers jalons de la généralisation internationale de la lutte de classe (3).

Ainsi, c'est avec fracas que le prolétariat fait son entrée dans cette 2ème moitié des années de "vérité". Le rythme lent mais profond des combats qu'il engage aujourd'hui contre le capital ouvre toute une période où, avec l'accélération brutale de l'histoire, vont s'exacerber de plus en plus les antagonismes de classe. Alors qu'avec la reprise de ces combats se profilent les contours des gigantesques affrontements dont dépendra l'avenir de l'humanité, nous voyons la plupart des groupes révolutionnaires s'installer passivement dans l'attente d'un "saut qualitatif". C'est essentiellement leur absence de cadre d'analyse qui les condamne à rester ainsi, béats et impuissants, face aux enjeux de la situation présente.

Les révolutionnaires n'élaborent pas des analyses pour se faire plaisir (comme nous le reprochent certains à propos de notre vision de la "gauche dans l'opposition") mais pour forger les armes leur permettant d'intervenir activement au sein des luttes de leur classe afin d'en accélérer le processus.

Avril.

Notes :

(1) cf. *Revue Internationale* n°18 ("Rapport sur le cours historique") et n°36 ("Sur le 5ème congrès de 'Battaglia Comunista'").

(2) cf. RI n°126 (novembre 84).

(3) cf. *Revue Internationale* n°40 ("Aggravation de la crise, extension des luttes de classe").

ESPAGNE

LA CLASSE OUVRIERE ELARGIT ET APPROFONDIT SON COMBAT

■ Dans notre article ci-contre nous mettons en avant que la situation qui prévaut actuellement en Europe de l'Ouest montre une simultanéité croissante des luttes ouvrières et qu'il s'agit d'un élément essentiel dans le déroulement de la lutte de classe des années à venir. Partout en Europe le problème du chômage, des licenciements, est le plus crucial pour la classe ouvrière dont la riposte est toujours plus combative, essayant toujours plus de se défendre et de ne pas laisser la bourgeoisie lui imposer son rapport de force à elle.

La recherche puissante de la vraie solidarité ouvrière, de l'extension de la lutte par-delà les corporations, les secteurs industriels, se manifeste clairement aujourd'hui. La multiplication de "marches" sur les capitales est un des aspects les plus frappants de cette nécessité vécue de façon pratique de faire corps de plus en plus massivement face aux attaques de l'Etat ; les marches sur Paris, Bonn, Londres, Rome, qui ont eu lieu l'an passé sont à cet égard caractéristiques.

Même si ces marches se sont déroulées derrière les barrières syndicales, même si elles ont fait plutôt figure de promenades comme à Bonn et à Paris, montrant des ouvriers encadrés, manifestant dans l'isolement et enfermés sur les problèmes de "leur" secteur, elles participent de la dynamique qui est celle d'aujourd'hui vers l'extension.

Ainsi à Londres, les 2 000 mineurs venus manifester, serrés de près par le NUM (syndicat des mineurs), ont vu les cheminots de la gare de Buckingham se mettre en grève en solidarité et se joindre à eux. La manifestation des ouvriers des chantiers navals du 14 décembre à Madrid est exemplaire de cette recherche de la solidarité.

En 84, les syndicats espagnols avaient pu faire annuler la marche sur Madrid des ouvriers d'AHM (sidérurgie) faisant traîner les décisions sur la date, etc. -tactique que connaissent bien les ouvriers de la sidérurgie lorraine. Mais la fin de 84 a montré une reprise brutale de la lutte de classe en Espagne (cf. RI Nos 127 et 128) avec un nombre allant toujours croissant de grèves de solidarité avec les ouvriers des chantiers navals, venant des secteurs les plus divers et la marche du 14 décembre a été un des plus hauts moments dans la concrétisation de ce besoin de l'extension.

Malgré tout le travail de division des syndicats, l'UGT (syndicat socialiste espagnol) affirmant que la marche était une manœuvre politique du PCE (parti communiste espagnol) et des CCOO (comisiones obreras, syndicat du PCE) et enjoignant à ses militants de ne pas y participer -le IAB, syndicat basque, proclamant qu'il s'agissait d'une manœuvre de prestige des CCOO et développant toute une propagande pour empêcher les ouvriers de Bilbao de participer à la marche ; enfin, les CCOO ont essayé de dévoyer le but réel de la marche vers la seule question d'imposer des négociations propres aux chantiers navals, s'opposant à la recherche d'un rapport de forces plus conséquent que poursuivaient les ouvriers : ils n'ont pu éviter que les ouvriers y viennent en masse et y montrent leur volonté de combattre.

Bien que les syndicats aient envoyé, deux jours avant la marche, leurs hommes de main pour "expliquer" la lutte des chantiers navals aux ouvriers des entreprises de toute la ceinture industrielle de Madrid, cela ne les a pas empêchés d'être présents en grand nombre à Madrid le 14 décembre.

La semaine avant la marche, d'importantes mobilisations avaient surgi dans les chantiers navals de Cadix, auxquels s'étaient unis ceux de Puerto Real, chantier naval théoriquement non affecté par les "reconversions".

A Alcalá de Henares (à 30 km de Madrid) les ouvriers de la métallurgie étaient mobilisés contre les plans de licenciements ; le jour de la marche, ceux de Pepsi-Cola manifestaient devant le siège du PSOE et rejoignaient la manifestation des chantiers navals dans l'après-midi.

C'est dans un véritable bain de grèves et de mouvements dans un nombre croissant de secteurs qu'a eu lieu cette marche et l'ambiance qui attendait les ouvriers des chantiers navals n'avait plus rien à voir avec celle connue par les ouvriers d'AHM pendant les négociations avec le ministre de l'Industrie, ni celle qu'ont rencontrée les sidérurgistes de Paris pendant la marche du 13 avril 1984.

A l'assemblée du matin, le dirigeant syndical des CCOO, Ramon Roman, s'époumona à "expliquer" aux ouvriers à quoi la force ouvrière devait se limiter pour négocier, contre l'attaque sur les "nationalités", pour démentir l'UGT sur le caractère politique du mouvement. Mais son discours fut interrompu par l'action même des ouvriers. Plusieurs centaines d'entre eux quittèrent le meeting et se dirigèrent vers le siège du PSOE, protégé par trois cordons policiers.

Que veulent les Basques ? Que veulent les Galiciens ? s'inquiétaient les chefs syndicaux. La réponse est arrivée claire et nette, déjouant le piège de l'enfermement dans les problèmes de nationalités, déjouant la volonté des syndicats de faire en sorte que les ouvriers écoutent passivement les beaux discours leur enjoignant de limiter leur mouvement à exiger la reprise des négociations. Cette réponse fut celle de la classe ouvrière : UNITE POUR LA LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS !

En fin d'après-midi, les ouvriers se refusèrent à être derrière les syndicats et décidèrent de marcher devant les "illustres figures" du PCE (Carri- llo et Iglesias) et des CCOO (Camacho, bouffon favori de la bourgeoisie de gauche).

Un grand nombre d'ouvriers et de chômeurs de Madrid et de sa banlieue industrielle se joignirent à eux, refusant eux aussi d'être derrière la crapule de gauche, affirmant ainsi que les ouvriers doivent se représenter eux-mêmes et s'organiser eux-mêmes.

Cette poussée vers le dépassement du cadre syndical, allée à la réalisation pratique de la vraie solidarité, montre la tendance actuelle à sortir du corporatisme, problème qui a tant pesé sur la lutte des mineurs en Grande-Bretagne.

Les luttes du prolétariat en Espagne confirment ce que nous affirmons depuis l'automne 83 sur le développement que la lutte de classe connaît actuellement :

- la combativité formidable qui anime la classe ouvrière ;
- la simultanéité croissante des luttes au niveau international et national ;
- la tendance à l'affrontement avec l'Etat ;
- la tendance à l'extension, à la solidarité active que les ouvriers en Grande-Bretagne ont eu beaucoup de difficultés à réaliser (cf. RI Nos 124 125, 126). Si la classe ouvrière en Grande-Bretagne n'a pu, à la faveur de la grève des mineurs et malgré les tentatives de solidarité de la part des dockers et des cheminots principalement, réaliser une extension de ses luttes, le combat n'est pas fini. Même si les mineurs reprennent en partie le travail, les 20 000 licenciements prévus dans les chemins de fer, ceux de l'automobile (secteur qui concentre 10 % de la classe ouvrière en Grande-Bretagne) vont reposer la question de façon encore plus cruciale. Si les grèves dans l'automobile se sont pour le moment arrêtées, sans rien obtenir, c'est aujourd'hui dans les chemins de fer (et dans d'autres secteurs) que la tension se fait plus forte (et il faut considérer que certains cheminots partagent depuis 6 mois le sort des mineurs grévistes). Thatcher peut faire semblant de triompher à la télévision, et la bourgeoisie mondiale montrer les mineurs défaits et anéantis, la grève des mineurs a sonné le glas pour elle ; les mesures de licenciements que son gouvernement ne peut plus retarder d'appliquer, rencontrent une résistance de plus en plus généralisée à tous les secteurs ouvriers. Le combat ne fait que commencer.

PPR

LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE

Sommaire du n°40

- RECESSION MONDIALE ET SIMULTANÉITÉ DES LUTTES OUVRIÈRES.
- 10 ANS DU CCI : BILAN ET PERSPECTIVES.
- LA FORMATION DU BIPR : UN BLUFF OPPORTUNISTE (PCI-CWO)
- LE DANGER DU CONSEILLISME.
- CORRESPONDANCE INTERNATIONALE (MEXIQUE) : VERS UNE COHÉRENCE DE CLASSE.

LA LUTTE DES CHOMEURS EST CELLE DE LA CLASSE OUVRIERE

■ Depuis quelques mois, la bourgeoisie bat le rappel de ses troupes : gouvernement, partis, syndicats et même les organisations dites charitables qu'elle est allée rechercher outre-tombe, participent à la cacophonie que l'on subit aujourd'hui. Pas un jour sans que les médias n'évoquent les problèmes des "déshérités". Pas une semaine sans qu'ils nous fassent part des "mesures d'urgence" qu'aurait pris le gouvernement "socialiste" en faveur des "sans ressources", ou de la moindre initiative de cette "charitable" crapule qu'est l'Abbé Pierre pour qui "un ouvrier au travail est un nant". Les partis et syndicats ne sont pas en reste : chacun revendique ses "pauvres", ses chômeurs.

Si la mobilisation de la bourgeoisie est quasi-générale, ce n'est sûrement pas par "solidarité", par "humanisme" ou par "bonté chrétienne" : chacune de ses fractions a sa part de responsabilité dans le développement de la misère pour la classe ouvrière :

- Le gouvernement qui assène quotidiennement ses mesures anti-ouvrières, avec la bénédiction de tous les partis, qui jette des centaines de milliers d'ouvriers dans la rue pour les besoins de l'économie nationale, "pour que la France gagne" (Mitterrand).

- Les syndicats qui participent, à leur manière, à cette basse besogne en faisant tout pour étouffer chaque lutte de résistance ouvrière. Ces mêmes syndicats qui ont signé l'actuelle convention d'assurance-chômage qui réduit le montant et la durée de l'indemnisation accordée aux chômeurs par l'Etat.

Si tous se mobilisent, c'est que le problème est dangereux pour eux. Si tous se mobilisent, c'est pour réagir, empêcher que le bouillonnement social ne prenne des proportions alarmantes. Alors, ils font tout pour d'abord diviser, cloisonner la classe ouvrière, isoler chaque partie des autres :

- les chômeurs des non-chômeurs, en taxant les uns "d'assistés", et les autres de "nantis" ; en faisant croire que les problèmes des uns ne sont pas les problèmes des autres ;
- les chômeurs entre eux, entre les (encore) "assistés", et les "sans-ressources".

Ce branle-bas de combat n'a pas seulement comme objectif de diviser la classe ouvrière mais également d'atteindre cette masse grandissante d'ou-

vriers jetés à la rue dans sa capacité de résistance, dans sa capacité à refuser la misère.

Pour cela, la bourgeoisie utilise l'arme de la dévalorisation, en tentant de réduire cette masse à une somme "d'exclus", de miséreux atomisés, en faisant la publicité pour les "centres d'hébergement", les "soupes populaires", les "Noëls de la solidarité", afin d'atteindre la dignité des ouvriers qui y ont recours.

Voilà le rôle crapuleux des Abbé Pierre, "Secours catholique" et autres "organisations caritatives" comme ils disent.

Mais comme cela ne suffit pas et que la colère gronde malgré tout, alors il faut tout faire pour encadrer cette masse de futurs "insoumis". C'est ainsi que fleurissent tous les jours, un peu partout en France des "maisons de chômeurs", c'est ainsi que chaque syndicat se met en avant pour les "organiser", jusqu'à la CGT qui propose une "action nationale des chômeurs" pour bien les isoler et les embarquer dans une voie de garage.

Si la bourgeoisie redoute tant ce problème, c'est parce qu'aujourd'hui, il lui est de plus en plus difficile de masquer que le chômage n'est pas seulement l'affaire des chômeurs, mais celui de toute la classe ouvrière. Chaque ouvrier le vit quotidiennement, soit dans son entreprise à travers le chômage technique, ou la menace de licenciements, soit chez lui, parce qu'il doit subvenir aux besoins d'un ou plusieurs membres de sa famille.

Si la bourgeoisie redoute tant ce problème, c'est parce qu'aujourd'hui, il est au cœur de la quasi-totalité des luttes ouvrières qui éclatent un peu partout, en France et en Europe. C'est qu'aujourd'hui, les chômeurs, en tant que fraction de la classe ouvrière qui jusqu'ici subissait plus que les autres le poids de l'isolement et de l'atomisation, commencent à prendre leur place dans le combat général.

Parce que leur situation de chômeurs concentre en elle toute la misère de la condition ouvrière, parce qu'elle met en lumière l'impasse historique qu'est devenu le capitalisme, leur lutte joue et jouera de plus en plus un rôle d'accélérateur pour la lutte globale de la classe ouvrière.

Nous publions ici deux tracts émanant de groupes de chômeurs. Nous les saluons parce qu'ils expriment le

refus catégorique des conditions de vie misérable que l'on fait aux chômeurs.

Ils s'inscrivent dans la dynamique de détermination et de combativité qui se développe au sein de la classe ouvrière.

Ils mettent tous deux en avant que la seule voie à suivre, contre l'isolement dans lequel on les enferme, c'est le regroupement le plus massif possible, c'est de s'organiser pour se battre et opposer ainsi la meilleure résistance possible aux attaques de la bourgeoisie.

En ce sens, ils expriment fondamentalement les mêmes préoccupations et les mêmes nécessités que l'ensemble de la classe ouvrière.

Mais nous ne saurions nous arrêter là et taire les critiques et commentaires qui s'imposent à la lecture de ces tracts.

- Celui des "Jeunes contre la Galère" de Pau, en s'adressant aux "jeunes" limite d'emblée la portée du chômage : la lutte des chômeurs n'est pas celle d'une catégorie à part, contrairement à ce que nous dit la bourgeoisie pour mieux nous diviser. Elle est partie intégrante de la lutte de la classe ouvrière.

Ce tract émet des revendications : "meilleure formation", "garantie d'embauche". Ne nous faisons plus d'illu-

sions ; il n'y a pas d'améliorations de nos conditions de vie à attendre de la part de la bourgeoisie. Tout ce qu'elle peut nous accorder durablement c'est la misère. C'est la leçon que nous pouvons tirer de ces dernières années.

Par ailleurs, l'une des conditions pour que notre lutte soit efficace c'est la reconnaissance des ennemis que nous devons combattre. Le premier n'en parle pas sinon sous le terme flou de "la galère". Le second les désigne sans les nommer. Comme pour l'ensemble de la classe ouvrière, nos luttes se heurtent à la bourgeoisie dans son ensemble et en particulier à la gauche et aux syndicats qui soi-disant sont là pour nous défendre.

Le second tract parle à juste titre de la nécessité d'associer les travailleurs actifs à notre lutte. En effet, donner un poids à la lutte c'est appeler à la solidarité les autres fractions de la classe ouvrière, mais c'est aussi rejoindre dans les grèves qui se multiplient les travailleurs en lutte.

Le combat des chômeurs, la détermination qu'il révèle, constituent un maillon indispensable dans la reprise de la lutte ouvrière qui se développe et s'affirme aujourd'hui. C'est en ce sens que nous saluons ces tracts.

J.E.

Profession : - travailleurs sans emploi

- mais surtout, travailleurs sans salaire!

- et bientôt, travailleurs sans ressources!

CHOMAGE=MISERE

NOUS NE SOMMES PAS D'ACCORD !!

Ce n'est pas parce que la bourgeoisie ne trouve pas à nous exploiter, que nous devons accepter de crever ! Comme tous, nous devons nous loger, nous habiller, nous nourrir, élever nos enfants, contribuer à leurs études etc !! Pour ce faire la charité et la compassion ne remplacent pas le salaire ET CE N'EST PAS CE QUE NOUS VOULONS !

ALORS NOUS DEVONS NOUS BATTRE !!

Contre la misère il n'est pas d'autre issue, d'autre remède ! Attendre et attendre encore que "demain cela change" (?), serait nous condamner à connaître une misère plus grande encore. Seule notre lutte peut nous donner quelques espoirs pour l'avenir, notre avenir, celui de nos enfants !

POUR LUTTER, IL FAUT S'ORGANISER

Isolé, on ne sait que faire, et si on le sait, on ne peut le faire. Alors on subit, on perd tout espoir, on crève dans son coin et on oublie que seule la lutte paye !

Organisé, on se sent plus fort. La volonté de se battre revient ; de se battre contre tous les méfaits engendrés par notre situation de "travailleurs sans emploi, sans salaire" ; de se battre contre les menaces de saisies, d'expulsions, contre les coupures de courant par l'EDF, de se battre contre toutes les tracasseries en tout genre.

Il faut s'organiser pour se donner les moyens de refuser tout cela !! Pour pouvoir s'opposer physiquement aux huissiers et aux flics, afin de les empêcher d'accomplir leur sale besogne

- S'organiser pour associer à notre combat les familles ouvrières réduites à une vie misérable, à cause de rémunérations ridicules

- S'organiser pour que les travailleurs qui ont encore un emploi aujourd'hui se battent à nos côtés : nous avons besoin de leur solidarité, de leur soutien pour exiger des conditions de vie meilleures que celles que nous connaissons ; conditions de vie qui seront les leurs demain !

- S'organiser pour nous donner les moyens de nous procurer la nourriture et les vêtements dont nous avons besoin, même si l'on ne peut en régler la facture.

Oh ! mais ce combat est illégal ! disent les idéologues "responsables et respectables" qui voudraient nous acculer à la résignation, à la soumission, au désespoir ; qui voudraient nous voir tendre l'autre joue.

Et bien entendu, pour eux c'est légal de réduire des centaines de mil-

liers de familles ouvrières à la misère, afin de préserver les profits et les privilèges capitalistes.

CONSTRUIRE UN COMITE DE CHOMEURS !!

Un comité de chômeurs qui sera notre instrument de lutte !!

Un comité où nous déciderons tous ensemble du combat que l'on doit mener contre la bourgeoisie pour avoir le droit à une existence digne.

Un comité d'où seront exclus :
- ceux qui nous trompent depuis des dizaines d'années, et qui ont négocié ou voté notre licenciement
- ceux qui préfèrent défendre les intérêts capitalistes, bien que se réclamant de la classe ouvrière ("luttons pour la sauvegarde de notre économie nationale ; pour sauver nos entreprises même au détriment des emplois et des salaires ; produisons français, etc.") ;

- les censeurs, les magouilleurs-manipulateurs de tout bord ;
- les professionnels de la "parlotte" qui se trouvent toujours de bonnes raisons pour expliquer que le moment d'agir n'est pas encore venu !!

Au contraire de ce qui existe déjà, construisons un outil pour notre action ! On y discutera, mais ce sera pour mieux agir !

TRAVAIL OU PAS, NOUS EXIGEONS DES CONDITIONS D'EXISTENCE DIGNES !

Qu'elle soit décidée par un gouvernement de droite ou de "gauche", l'austérité pour la classe ouvrière reste une politique au service des patrons ! Nous la refusons et allons nous donner les moyens de la combattre !!

ET TOI, QUE VAS-TU FAIRE ?

Détourner la tête quand tes voisins de palier se font saisir ou expulser ? Courber la tête en te disant que ce n'est pas ton problème ou que tu n'y peux rien ? Et en t'imaginant que, si tu fermes ta gueule, tu ne connaîtras jamais le licenciement et le chômage ; c'est pourtant ce qu'ont déjà prévu pour toi tes patrons, pour 86 ou 87 !!

Ou te battre résolument, dès aujourd'hui, aux côtés des travailleurs sans emploi ?

PARCE QUE NOUS AVONS LES MEMES INTERETS A DEFENDRE FACE AUX MEMES ENNEMIS CHOMAGE NE DOIT PLUS SIGNIFIER MISERE !

Nous ne sommes pas nombreux à vouloir lutter, il est vrai. Mais avec toi, et toi... ce combat est possible !!

Pour tous contacts : B.D. Boîte postale 282 - 76120 GRAND-QUEVILLY CEDEX

200 jeunes appellent à une marche nationale contre le chômage.

La galère y en a marre!

Notre vie devient de plus en plus invivable. Nous n'avons pas de travail et pas d'espoir d'en trouver. Nous n'avons pas de fric, certains sont dépendants de leurs parents, les autres indépendants, mais dans la merde la plus noire. Nous n'avons de fait pas droit aux loisirs, aux voyages, à la culture. Nous ne vivons plus, nous survivons ! La galère est en train de bousiller notre jeunesse, comme elle brise la vie de nos aînés licenciés après des années de travail

ON SE FOUT DE NOTRE GUEULE

Le gouvernement avec la bénédiction des patrons a décidé de prendre des mesures concernant le chômage des jeunes. Ce que l'on nous propose :

- les stages et des T.U.C. où l'on a des salaires de misère et qui ne débouchent sur aucune embauche ;
- de faire un service militaire plus long, ce qui nous permettrait paraître, d'apprendre un métier ;
- de créer notre entreprise ben voyons !!

Ce que l'on nous propose c'est, ni plus ni moins, du bidon.

DEFENDONS-NOUS !!

Nous n'avons pas l'intention de faire les frais de la crise, de vivre en victimes résignées notre misère

NOUS VOULONS :

- DES ALLOCATIONS CHOMAGE DECENTES POUR TOUS
- L'INTERDICTION POUR LES PATRONS DE DEMANDER UNE EXPERIENCE PROFESSIONNELLE POUR UN TRAVAIL
- LE DROIT A UNE VERITABLE FORMATION
- DANS LES STAGES UN SALAIRE EGAL A CEUX DES TRAVAILLEURS QUI OCCUPENT LE

MEME POSTE

- LA GARANTIE D'EMBAUCHE EN FIN DE STAGE.

FINIE LA DEPRIME ! MONTRONS NOTRE FORCE !!!

Pour gagner, il faut s'en donner les moyens. Il faut réagir aussi fort que l'on nous fait galérer. Il faut refuser les réactions de racisme que certains essaient de développer et que favorise le chômage ; les jeunes immigrés ne sont pas responsables de la galère mais au contraire, ce sont les premiers à galérer. Il faut tous se donner la main et mettre un terme à la situation que nous subissons. C'est POUR CELA QUE NOUS APPELONS A UNE MARCHÉ NATIONALE DE CHOMEURS A TRAVERS LA FRANCE ET JUSQU'À PARIS ET A UNE MANIFESTATION NATIONALE.

OUI C'EST POSSIBLE !!! A condition que tout le monde s'y mette et soutienne cette initiative. Dès maintenant, fais signer cet appel, fais-le connaître autour de toi, remue-toi ! N'accepte plus ! Dans chaque ANPE, chaque cité, chaque FJT, il est possible de se regrouper entre jeunes chômeurs et futurs jeunes chômeurs, de discuter des actions à mener, de rencontrer d'autres chômeurs d'autres villes.

ENTRONS DANS LA LUTTE ! OCCUPONS LA RUE ! C'EST NOTRE AVENIR QUI S'Y JOUE

ASSOCIATION DES JEUNES CONTRE LA GALERE : C.R.R. Av. de Saragosse 64000 PAU - Soutien financier à l'ordre de Christophe COLIN.

ECRIVEZ-NOUS !

UN ALIBI POUR LE RENFORCEMENT DE LA REPRESSION

■ L'assassinat du général Audran, à n'en pas douter, va servir de locomotive au battage anti-terroriste que les bourgeoisies européennes réchauffent depuis quelques mois. Il y a eu, en Belgique et en Allemagne, les attentats identifiés comme ceux des "Cellules Communistes Combattantes" (CCC) ou d'une résurgence de la vieille "Rote Armee Fraktion" (RAF - "Bande à Baader"), contre les installations militaires et les établissements de l'OTAN. Il y a eu, en Italie, en plein dans les fêtes de Noël (pour faire plus odieux), le plastiquage sanglant du rapide Naples-Milan, ici attribué plutôt aux "terroristes" d'extrême-droite. Il y a encore la présomption qu'on a faite, en Espagne, d'une collision activiste entre les GRAPO et l'ETA ("politico-militaire") basque. Mais avec tout cela la bourgeoisie n'avait apparemment pas encore les moyens de battage anti-terroriste qu'elle souhaite aujourd'hui. Le meurtre du général Audran, à l'évidence, permet à la bourgeoisie de fabriquer une vraisemblance au fameux danger terroriste qu'elle n'arrête pas de brandir. A travers le général Audran, l'Etat peut à bon compte se dire attaqué dans ses forces vives par le terrorisme, car non seulement il y a assassinat de l'un de ses plus hauts fonctionnaires, mais encore celui-ci occupait des fonctions capitales pour la France, dans le domaine de l'armement et du commerce international des armes. Mais surtout le fait qu'on fasse tapageusement revendiquer l'exécution du général Audran par une coordination terroriste entre Action Directe (en France) et la RAF, confère enfin de l'authenticité à ce fameux complot terroriste international dont la bourgeoisie ne parvient pas à convaincre l'opinion.

Une chose est sûre : la mort du général Audran est profitable à l'Etat français pour les besoins de la campagne anti-terroriste de la bourgeoisie internationale. Que la bourgeoisie place aussi haut la barre du sacrifice des siens - Audran aujourd'hui, Schleier ou Moro hier - ne nous fait en rien douter de son machiavélisme, mais conforte au contraire notre opinion. Nous ne pouvons que répéter ce que nous avons maintes fois eu l'occasion de dire : le terrorisme, les groupes terroristes, sont moins une réalité en eux-mêmes que le besoin de l'anti-terrorisme des Etats bourgeois. Il peut exister effectivement des groupes

terroristes qui, lorsqu'on les dits d'extrême-gauche, ne sont rien d'autre que les expressions d'individus déboussolés, désespérés, les émanations politiques d'une petite-bourgeoisie sans avenir historique et sacrifiée par le capitalisme. De manière générale, l'activisme panique des groupes terroristes ne constitue aucun danger réel pour les Etats. Le seul vrai terroriste en réalité ce sont les Etats eux-mêmes. Il commence d'ailleurs à être bien connu que lorsque l'Etat ne peut pas infiltrer ou manipuler des groupes terroristes existants, il les crée de toutes pièces.

Il ne faut pas se tromper de cible et tomber dans les panneaux de la bourgeoisie. Ce dont il faut s'occuper ce n'est pas du terrorisme, mais de l'anti-terrorisme de l'Etat. Voilà le danger : l'anti-terrorisme est une arme de l'idéologie de l'Etat contre la classe ouvrière.

A quoi servent, pour l'anti-terrorisme de la bourgeoisie, les crimes "terroristes" ?

1) A brouiller la conscience de la classe ouvrière. A travers la publicité faite aux appellations des groupes terroristes d'extrême-gauche : "Cellules Communistes Combattantes", "Fraction Armée Rouge", "Communistes Ouvriers pour la Libération du Proletariat" (COLP), la bourgeoisie cherche à nous faire croire que cette engeance a quelque part partie liée avec le mouvement ouvrier. Nous répétons bien clairement que le terrorisme n'a rien que ce soit à voir, ni hier, ni aujourd'hui avec l'action de la classe ouvrière. La conception d'une lutte d'individus contre des individualités menée de façon complotive, cette conception-là, qui est bien celle des groupes terroristes d'extrême-gauche (quand ils existent vraiment) est totalement étrangère au combat révolutionnaire. Celui-ci ne peut être que l'oeuvre d'une classe déterminée, engageant de larges masses dans une lutte ouverte et frontale contre l'ordre bourgeois, pour la transformation de la société ;

2) Conjointement à cette première fonction, à détourner l'attention du prolétariat des problèmes qui se posent vraiment à lui, le battage organisé sur l'anti-terrorisme, à côté d'autres formes d'intoxication idéologique, est utilisé comme moyen de masquer au prolétariat la réalité de l'attaque que la bourgeoisie développe contre lui ;

3) A légitimer le renforcement maximum du potentiel répressif de l'Etat bourgeois. Cela, non pas contre les groupes terroristes mais bel et bien contre le prolétariat et, de manière générale, contre toute expression rebelle des populations exploitées face à l'Etat, aux heures où, comme aujourd'hui, le divorce entre l'Etat - dévêtu de son déguisement de bienfaiteur social - et la société dans son ensemble se creuse. Plus le capitalisme est plongé dans les abîmes extrêmes de sa crise, plus la répression devient un instrument privilégié du "dialogue" de la bourgeoisie avec le prolétariat. La manipulation de l'activisme des groupes terroristes - réel ou fabriqué - a toujours servi à la bourgeoisie, sert aujourd'hui même, et servira de levier de répression contre les organisations politiques authentiquement prolétaires.

Depuis la résurgence historique de la lutte ouvrière, à la fin des années 60, cette dénonciation - que nous réitérons ici - de l'anti-terrorisme de la bourgeoisie a valeur constante. Il est cependant évident aujourd'hui, tandis que la crise capitaliste s'est considérablement approfondie et généralisée, que la hausse de ton des campagnes anti-terroristes renvoie à des réalités très significatives. La mort du général Audran va nécessairement avoir pour suite le renforcement de la coopération répressive des bourgeoisies de toute l'Europe et du monde. Une telle coordination de la bourgeoisie internationale dans la campagne anti-terroriste renvoie forcément à des réalités pressantes. Ce parachevement de l'appareil répressif fait partie intégrante de la préparation intensive de la bourgeoisie internationale, qui s'attend à une confrontation sérieuse avec les ouvriers sur lesquels elle s'apprête à faire peser encore plus lourdement les effets de sa crise.

S.M.

appel aux lecteurs

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires. C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques ; c'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans des librairies ou des kiosques et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

ROUEN

Permanence : le 23 février à 16 h 30 à la Halle aux Toiles

TOULOUSE

Réunion publique : le 22 février à 21 h, Cité universitaire de l'Arsenal, Bât. C

Permanences : tous les vendredis à 18 h 30 au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry (sauf le vendredi de la réunion publique)

Diffusion : les 2ème et 4ème dimanches du mois de 11 h à 12 h 30, au marché aux légumes, Place Jeanne d'Arc, et le 2ème dimanche du mois de 11 h à 12h30 au Marché aux Puces (St Sernin)

PUBLICATIONS DU CCI

(ÉCRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, SANS MENTION DU NOM DE LA PUBLICATION)

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 13, BRUXELLES 31
1060 BRUXELLES, BELGIQUE

INTERNATIONALISM ATTENTION :
P.O. Box 20193 CHANGEMENT D'ADRESSE
London Terrace Station
NEW YORK - N.Y. 10011 - U.S.A.
INTERNACIONALISMO
Apartado 20674
CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, BOX 21106
10031 STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581
75027 PARIS Cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR, Postbus 11549
1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869
LONDON WC 1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELT REVOLUTION
Postfach 410308
5000 KÖLN 41 RFA

BROCHURES

- Les syndicats contre la classe ouvrière (10F+3F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (10F+3F pour frais d'envoi)
- Plate-forme de REVOLUTION INTERNATIONALE (10F+3F) pour frais d'envoi 1972
- Organisation communiste et conscience de classe (10F+3F)
- La décadence du capitalisme (10F+6F)
- Le Trotskysme (10F+3F)
- Recueil d'articles (épuisé)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) (10F+3F)
- L'Etat dans la période de transition (20F+6F)
- Plate-forme et Manifeste du CCI (10F+3F)
- La Gauche Communiste d'Italie (30F+12F)

ABONNEMENTS

CHANGEMENTS DE TARIFS

abonnements couplés (journal + Revue Internationale)
FRANCE ETRANGER ETRANGER
150F 150F par avion 190F

abonnements simples (journal)
FRANCE ETRANGER ETRANGER
90F. 90F. par avion 110F.

abonnements simples (Revue Internationale)
FRANCE ETRANGER ETRANGER
65F. 65F. par avion 80F.
abonnements et versements, par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI, CCP 202 3302 X PARIS.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G. Tautin, 4 passage Dieu
Paris 20ème
Directeur de publication : D. Van Celst
N° de commission Paritaire : 54267

TOURS

Permanence : le 9 février (écrire à la B.P. pour l'heure et le lieu)

MARSEILLE

Réunion publique sur le thème : "LA LUTTE DES CHOMEURS EST VITALE DANS LE DEVELOPPEMENT ET L'UNIFICATION DES LUTTES OUVRIERES" - le 8 février à 21h au 205, rue Ste Cécile, 13005
Permanence : le 20 février, de 18 h à 19 h à l'"Artistic Bar", 4, cours Joseph Thierry, 13001.

REUNIONS PUBLIQUES

Sur le thème : LE PC : ARME DE LA BOURGEOISIE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

AIX EN PROVENCE :

Permanences : les 6 février et 13 mars de 18h à 19h, au café "La Madeleine", place des Prêcheurs.

BORDEAUX :

Réunion Publique : le 9 mars à 17h, au Café Victor Hugo, 52, cours Victor Hugo.

Diffusion : le 9 mars de 10h à 11h30, au Marché St Michel, place Meynard.

CLERMONT FERRAND :

Réunion publique : le 22 février à 20h30 à l'ancien lycée Blaise Pascal.

LYON :

Réunion publique : le 1er mars à 21h à MAJO, impasse Métrol, Villeurbanne, métro République

Permanence : le 5 mars, à 18h à la même adresse.

GRENOBLE :

Réunion publique : le 22 mars (écrire au journal pour les lieux et heures)

NANTES :

Réunion publique : le 16 février à 20h30 au Centre social des Bourderies Nantes-Chantenay.

Permanence : le 15 février à 20h30 à la même adresse.

Diffusion : le 9 février de 10h30 à 11h30 au marché de la Petite Hollande.

PARIS :

Réunion publique : le 16 février à 17h au 27, avenue de Choisy, 75013 Paris, métro Porte de Choisy.

Permanence : tous les samedis de 16h à 18h, au même endroit (sauf le samedi de la réunion publique).

Diffusion : les trois premiers samedis du mois au Marché aux Puces, métro Porte de Clignancourt, de 11 h à 12 h

LEUR LOGIQUE, C'EST LA GUERRE LA NOTRE, C'EST LA LUTTE DE CLASSE

■ "Les deux parties -USA et URSS- sont convaincues que, en définitive, les négociations à venir, de même que les efforts en général, pour limiter et réduire les armes, devraient aboutir à l'élimination totale des armes nucléaires, où que ce soit". (Extrait du communiqué conjoint américano-soviétique du 8.1.85).

Il faut les entendre ces charognards qui patronnent le brigandage impérialiste à l'Est comme à l'Ouest, ces Shultz et ces Gromyko qui jettent leurs mensonges à la face du monde, qui osent "se féliciter" de leur "consensus" ouvrant sur de nouvelles pseudo-négociations, qui nous convient à entrer dans leur ronde macabre comme ils nous poussent continuellement aujourd'hui à la famine, à la misère, aux "sacrifices" et demain davantage encore.

Ils n'en sont pas à leur coup d'es-sai dans ce battage à grand spectacle. Leurs négociations, on sait ce qu'elles impliquent, des accords "SALT" à aujourd'hui. Plus ils parlent de "désarmement unilatéral", de "limitation" ou de "gel" des armements stratégiques, plus ils ne font que livrer le monde à une militarisation croissante, sophistiquée à l'extrême, démesurée.

L'accentuation des tensions guerrières

De telles négociations ont toujours servi non la moindre volonté de freiner la monstrueuse hypertrophie guerrière de ce monde, mais à ponctuer, à imprimer un rythme de plus en plus forcené à son accélération. Ils ont le culot de parler de leur "désir de paix", ces porte-parole de la surenchère aux massacres, de l'escalade militaire. Ils ne font qu'exprimer la réalité sinistre d'un système qui ne survit qu'à travers la division en blocs impérialistes rivaux se partageant, se disputant toujours plus férocement, à l'affût de la technologie la plus raffinée pour leurs engins de mort.

Mais le capitalisme a toujours mené la guerre au nom de la pacification et du pacifisme ; il a toujours présenté les pires déchainements de sa barbarie comme oeuvre civilisatrice.

Plus crûment que jamais, les discours des dirigeants de ce monde sont en totale contradiction avec l'étalage des visées, des chantages permanents à la destruction mutuelle qui révèlent la logique démente du capitalisme sans aucune autre perspective que l'anéantissement de l'humanité.

Où est le "gel des armements nucléaires" alors que le sol européen est truffé de bombes et de missiles ? Où est la "coexistence pacifique" alors qu'une bonne partie de l'Afrique et quasiment tout l'Orient sont ravagés de conflits meurtriers incessants ? Des bombes chimiques à l'oeuvre en Asie du sud-est ou au Moyen-Orient aux bombes à neutrons qui sommeillent dans les laboratoires, des armées de chaque Etat qui regorgent d'arsenaux et de matériel militaire au déploiement des euromissiles, les engins de

mort qui prolifèrent dans le monde ont la capacité de faire sauter 30 ou 40 fois la planète (l'équivalent de 5 tonnes d'explosif sous les pieds de chaque être humain !). Plus encore, avec le programme "dernier cri" pudiquement appelé Initiative de Défense Stratégique et ses engins "tueurs de missile" dans l'espace, le capitalisme affiche sa prétention à contaminer la galaxie de sa folie meurtrière.

Les monstruosité qu'il est capable d'enfanter sont à la mesure de l'horreur qu'il secrète en permanence dans ses guerres "localisées", ses génocides, ses famines, ses "catastrophes".

A l'heure même des "négociations" spectaculaires de Genève, le satellite espion russe "Cosmos 1603" tente de rivaliser avec la navette spatiale américaine Discovery "à mission exclusivement militaire" dont le lancement a fait l'objet d'une "discretion" complaisamment dévoilée et claironnée par les médias.

Dans le monde, 90 % des programmes de recherche scientifique sont sous le contrôle de l'armée.

Les besoins de la stratégie militaire déterminent de plus en plus les problèmes de la vie économique. Aux USA la hausse des commandes militaires atteignait 46 % fin 83 tandis que la commande d'équipements de production baissait de 4,5 %, cela s'effectuant directement sur le dos de la classe ouvrière avec la coupe massive des budgets sociaux de 50 % pratiquée par l'administration Reagan. Cela se concrétise aussi par la part énorme des budgets des Etats consacrée à la défense, seul secteur en constante progression dans la crise.

En deux ans, les dépenses militaires des USA ont augmenté d'un tiers, soit une somme dépassant l'ampleur du déficit budgétaire (264 milliards de dollars contre 200). En 1985 est prévue une nouvelle augmentation de 13 %. Pour l'URSS, les dépenses militaires représentent près de 15 % de son PNB. En 83, les dépenses militaires dans le monde atteignaient la somme effrayante de plus d'un million de dollars...par minute !

A des "investissements" d'une telle ampleur ne peut correspondre qu'une intensification, une exacerbation des tensions guerrières qui s'expriment dans cette course aux armements comme sur le terrain directement militaire entre les deux blocs impérialistes. A ce niveau, l'offensive américaine à l'oeuvre depuis 1981 qui vise à dépouiller l'URSS de toutes les positions que celle-ci a pu préserver hors de son glacis direct en Europe, à l'étrangler pour la dépouiller de ses prérogatives de puissance mondiale se poursuit. Ces derniers mois, dans le cadre de cette offensive, après avoir exploité l'assassinat d'Indira Gandhi dont la politique extérieure était trop conciliante face à l'URSS, et avoir favorisé l'élection de son fils à la tête de l'Etat indien, le bloc occidental renforce sa pression sur l'extrême-orient. Cette pression se caractérise par l'alignement militaire de plus en plus net de la Chine sur les intérêts du bloc occidental -coopération traduite par la récente visite du

chef d'état-major de l'armée américaine à Pékin, après un ballet diplomatique qui sanctionne l'échec des tentatives de rapprochement sino-soviétiques.

Ainsi, dans la région se dessine un encerclement de l'ex-Indochine, qui contraint l'URSS à riposter comme elle peut à travers son bastion Vietnamien, multipliant massacres et raids sanglants en Thaïlande contre les camps de réfugiés cambodgiens pour tenter de vider le réservoir de la résistance khmère.

Cependant, sur l'autre volet du même tableau, face à la mise en service en six mois d'une centaine de SS-20 russes supplémentaires pointés sur l'Europe de l'Ouest, la "révision" prévue ou programmée d'installation de 572 "euromissiles" (dont l'implantation a commencé de s'effectuer en 1983) disséminés en RFA, en Grande-Bretagne, en Belgique, aux Pays-Bas, en Italie, laisse envisager une escalade qui place de plus en plus clairement l'Europe au centre des enjeux impérialistes.

Parallèlement, présenté comme une "erreur", le tir en provenance d'un sous-marin nucléaire, d'une fusée soviétique qui se perd en Finlande après avoir survolé le territoire norvégien, constitue en fait une manœuvre d'intimidation.

Pourquoi le battage pacifiste ?

Partout s'étale cette réalité : intensification des armements et accentuation des conflits impérialistes. Telle est la seule politique que puisse mener la bourgeoisie mondiale. Elle ne peut en éviter ni les surenchères ni l'escalade, pas plus qu'elle ne peut contrôler la crise économique. Pire, avec l'accélération de cette crise économique, cette tendance ne peut que se renforcer. C'est la logique même du capitalisme en crise qui le pousse inéluctablement vers la guerre.

Cependant, la perspective actuelle n'est pas celle d'un conflit généralisé, d'une nouvelle guerre mondiale. Cela, la bourgeoisie ne peut pas se le permettre parce qu'elle se heurte à une RESISTANCE MAJEURE : elle n'a pas les moyens d'imposer une militarisation totale de la société dans les pays centraux, elle ne parvient pas à impliquer directement la population dans sa logique guerrière, à l'embrigader derrière la "défense d'une juste cause". Et si la population résiste à cet embrigadement, c'est parce que le prolétariat de ces pays -notamment en Europe occidentale- qui en constitue le cœur, reste farouchement, opiniâtrement mobilisé face à la crise autour de SES intérêts de classe, lutte pied à pied face aux attaques de la bourgeoisie.

Sans cette résistance et ces luttes ouvrières, la part des budgets d'armement serait encore plus forte, sans cette résistance, la course qui mène au conflit généralisé se serait emballée depuis longtemps.

Et cela, la bourgeoisie le sait.

C'est pourquoi elle insiste tant sur sa "volonté de paix". C'est pourquoi elle cherche à tout prix à obscurcir, à entraver le processus de prise de conscience que c'est la crise même du capitalisme qui mène l'humanité vers la guerre et la destruction, que cette crise dévoile l'impasse, la faillite définitive du système qu'elle défend. Pour cela, elle ne cesse d'entretenir l'illusion d'une "paix" possible à travers le mythe de la "dissuasion", de l'"équilibre des forces armées".

Comme ces discours sont de moins en moins crédibles face à la réalité de l'intensification de l'armement et des conflits, elle se sert de l'idéologie du pacifisme pour perpétuer l'idée d'un capitalisme sans guerre, pour orienter la remise en question de cette réalité dans une lutte stérile pour le "désarmement" (rappelons-nous des manifestations pacifistes organisées en 1983 dans toute la RFA, à Londres, à Rome, à Madrid, avec la bénédiction des Willy Brandt, des partis travaillistes et même de certains généraux de l'OTAN !). Cela n'a pas empêché l'installation des euromissiles. C'est parce que ces manœuvres de dévoiement, ces campagnes participent à cette logique de guerre, que la bourgeoisie se prépare à les réutiliser aujourd'hui. Le "refus" de l'Etat belge de laisser des missiles s'implanter sur son sol, justifié par une pseudo "pression pacifiste", n'a d'autre but que de relancer ces campagnes en Europe.

A l'opposé de cela, le seul terrain qui barre la route aux solutions capitalistes, c'est la résistance du prolétariat à la logique de "sacrifices" pour l'économie en crise, c'est la défense de ses intérêts propres qui se concrétise dans la vague actuelle de luttes ouvrières qui se développe depuis 18 mois dans toute l'Europe de l'Ouest.

La situation présente n'est pas figée : nous sommes entrés au cœur des "années de vérité". La bourgeoisie est aux prises avec ses contradictions insurmontables : la pression grandissante de la crise économique l'entraîne dans une logique de conflit généralisé qui ne peut aboutir car elle se heurte à la résistance du prolétariat. Pour la classe ouvrière qui détient la clé de la situation, la perspective est totalement différente. Les effets de la crise la poussent vers des luttes de plus en plus ouvertes et massives, vers des affrontements de plus en plus déterminés avec la bourgeoisie.

Les termes de ces tendances antagoniques ne peuvent que se heurter. C'est pourquoi la période actuelle ne peut que déboucher sur des affrontements de classe qui détermineront l'issue de ce choc sur l'avenir, en fonction du rapport de forces que le prolétariat, seule force sociale déterminante de cette société et porteuse d'un avenir pour l'humanité, sera capable d'instaurer : guerre ou révolution.

Y.D.

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.